

SOMMAIRE DES ANNEXES

1.	LOCALISATION GEOGRAPHIQUE	2
2.	OCCUPATION DES SOLS	3
3.	PLAN TOPOGRAPHIQUE DE L'ETAT ACTUEL.....	5
4.	PRESENTATION DU PROJET	6
5.	EXTRAIT CADASTRAL	9
6.	EXTRAIT DU DOCUMENT D'URBANISME	10
7.	MILIEUX NATURELS ET INVENTAIRES (HORS ZONES HUMIDES)	11
8.	CONTEXTES "ZONES HUMIDES" ET ECOLOGIE DES MILIEUX HUMIDES.....	16
9.	PLAN DE PREVENTION DU BRUIT	29
10.	CAPTAGE D'EAU POTABLE	29
11.	ZONES DE REPARTITION DES EAUX (ZRE)	30
12.	RISQUES MAJEURS.....	31
13.	PROTECTION DES MONUMENTS ET DU PAYSAGE	35
14.	PROGRAMMES D'AMENAGEMENT DANS LE SECTEUR.....	38

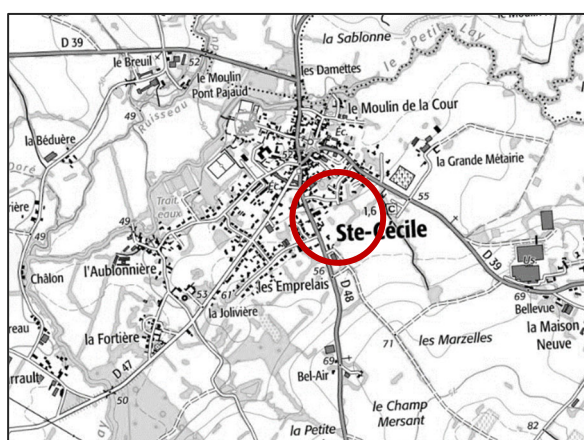
1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

La Commune de Sainte-Cécile projette l'extension de son lotissement "Les Mésanges" réalisé en 2015-2016 (déclaration Loi sur l'eau et Permis d'aménager obtenus en juin 2015) au Sud du centre-bourg.

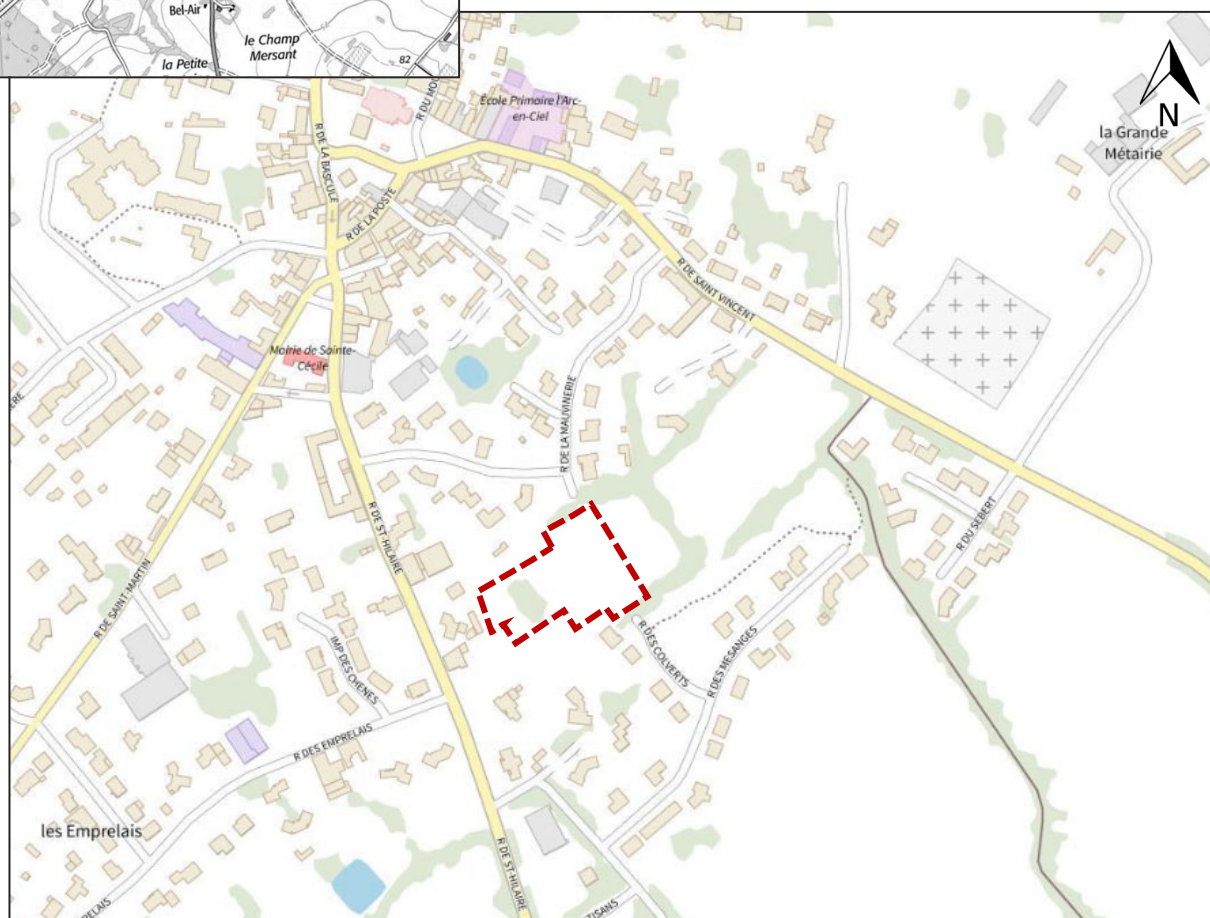
Ce nouveau projet a pour objectif la création de 13 terrains viabilisés destinés à l'usage d'habitat, accessibles depuis le lotissement "Les Mésanges" par le Sud et au Nord par la rue Mauvinerie.

Le parcellaire d'extension couvre une superficie d'**environ 0,76 ha**.

Le projet dénommé "Les Mésanges Extension 2" fait l'objet d'une demande de Permis d'Aménager.



Localisation du projet



Extrait du plan IGN (geoportail.fr)



2. OCCUPATION DES SOLS

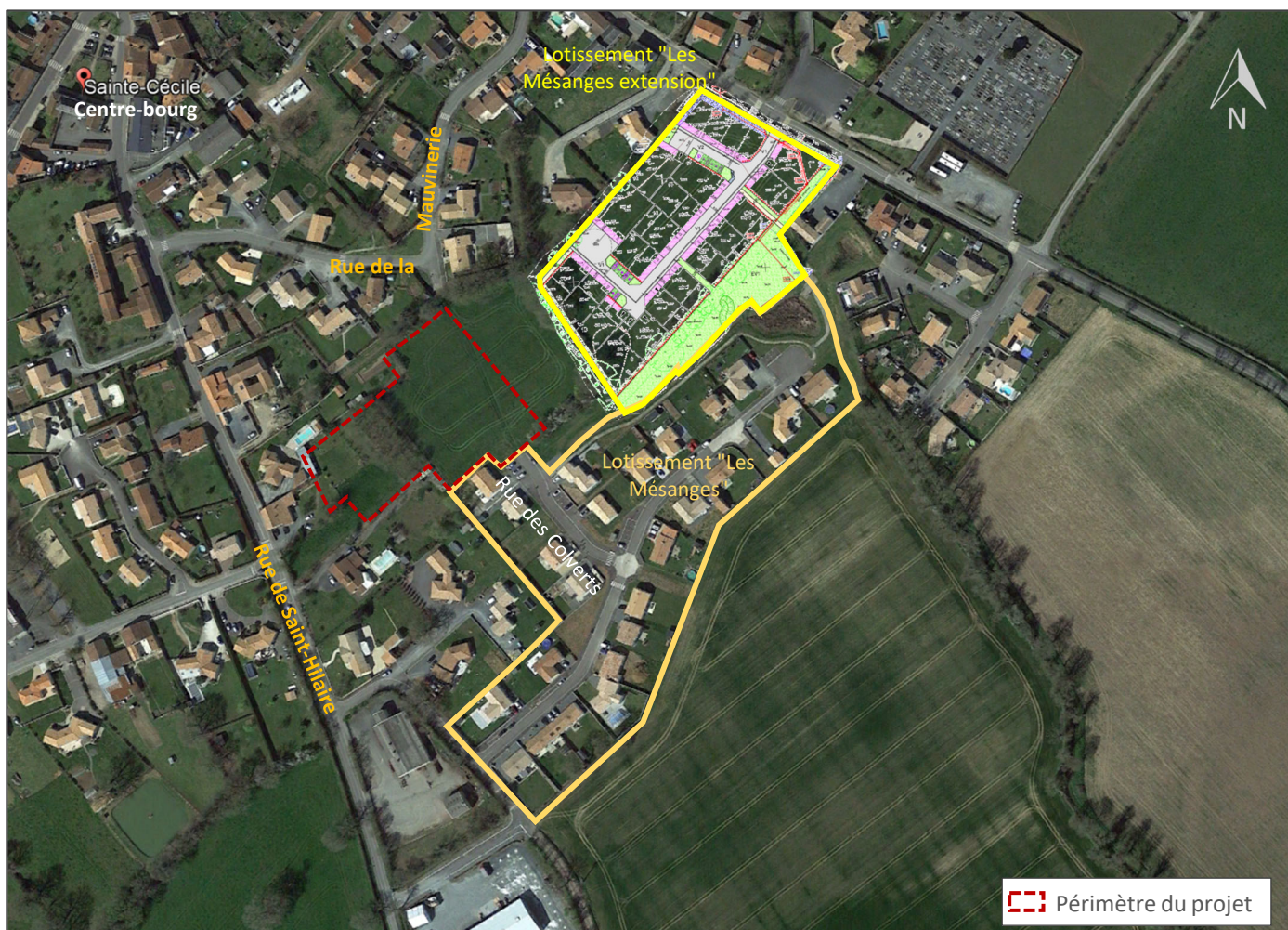
2.1. Autour du site

L'extension du lotissement se place dans un secteur déjà urbanisée au Nord, Sud et à l'Est, en périphérie du centre-bourg de Sainte-Cécile.

A l'Ouest, une parcelle a fait l'objet d'un Permis d'aménager pour l'extension 1 du lotissement communal "Les Mésanges" qui va être desservi par la rue de Saint Vincent qui longe le terrain au Nord.

Les terrains à aménager sont délimités :

- au Nord-est, par une prairie (*qui correspond au reste de la parcelle à aménager*), délimitée par une haie bocagère puis, de l'autre côté, le terrain à aménager pour l'extension 1 du lotissement "Les Mésanges"
- au Sud-est, par le lotissement communal "Les Mésanges" (2015) ; la liaison entre le projet et le lotissement se fait par la rue des Colverts
- au Sud-ouest, par des habitations existantes (maisons anciennes de la rue de Saint-Hilaire et lotissement communal) et puis par la rue de Saint-Hilaire
- au Nord-ouest, par des habitations et la rue de la Mauvinerie.



Extrait de la photographie aérienne (geoportail.fr)



2.2. Photos de l'état existant

Le parcellaire à aménager est occupé par une prairie, une parcelle avec un boisement et une friche puis des fonds de jardin potager (à l'Ouest).



Localisation des photos prises sur le site (GEOUEST, 2024)

Photos prises en date du 06 juillet 2021 (©GEOUEST)



Photo 1 : Lotissement communal "Les Mésanges" (2015)



Photo 2 : Rue des Colverts, en impasse actuellement



Photo 3 : Quartier et rue de la Mauvinerie au Nord



Photo 4 : Chemin et haie bocagère au Nord du parcellaire (quartier de la Mauvinerie)





Photo 5 : Entrée vers le parcellaire étudié, par l'impasse de la Mauvinerie (secteur hors périmètre du permis d'aménager)



Photo 6 : Prairie et haie bocagère côté Est du parcellaire (secteur hors périmètre du permis d'aménager)



Photo 7 : Depuis le Nord-est vers le Sud-est, avec vue sur les maisons du lotissement communal et le secteur à aménager



Photo 8 : Depuis le centre du site vers l'Ouest avec la haie bocagère qui sépare le site à aménager de l'extension du lotissement "Les Mésanges"



Photo 9 : Vue sur le site de la parcelle à aménager avec l'espace arboré et une friche arbustive



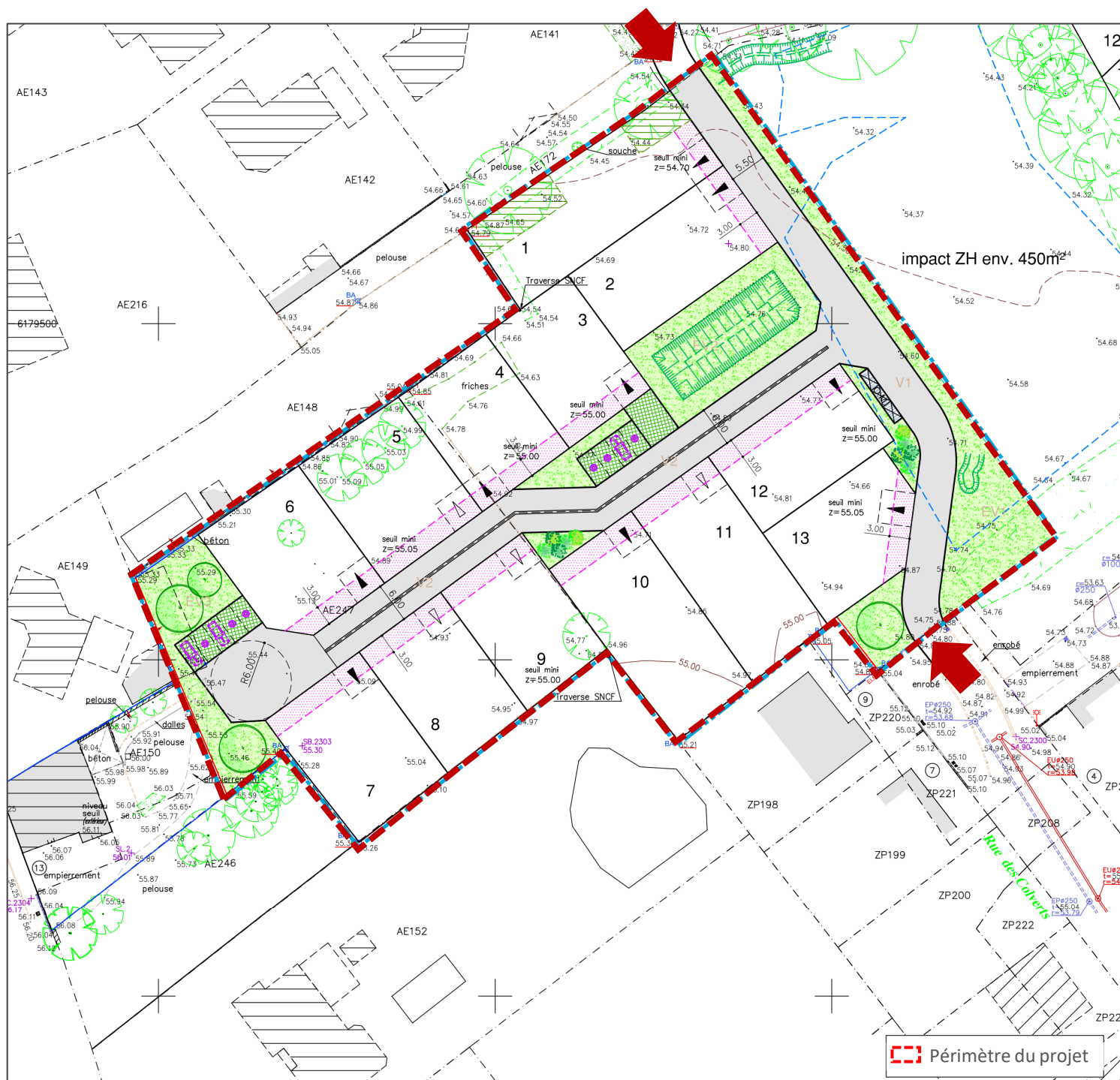
Photo 10 : Vue sur la friche arbustive

3. PLAN TOPOGRAPHIQUE DE L'ETAT ACTUEL

cf. Plan topographique en annexe (GEOUEST, février 2023)

4.1. Description du plan de composition

Le projet couvre **une surface globale de 7 659 m²**.

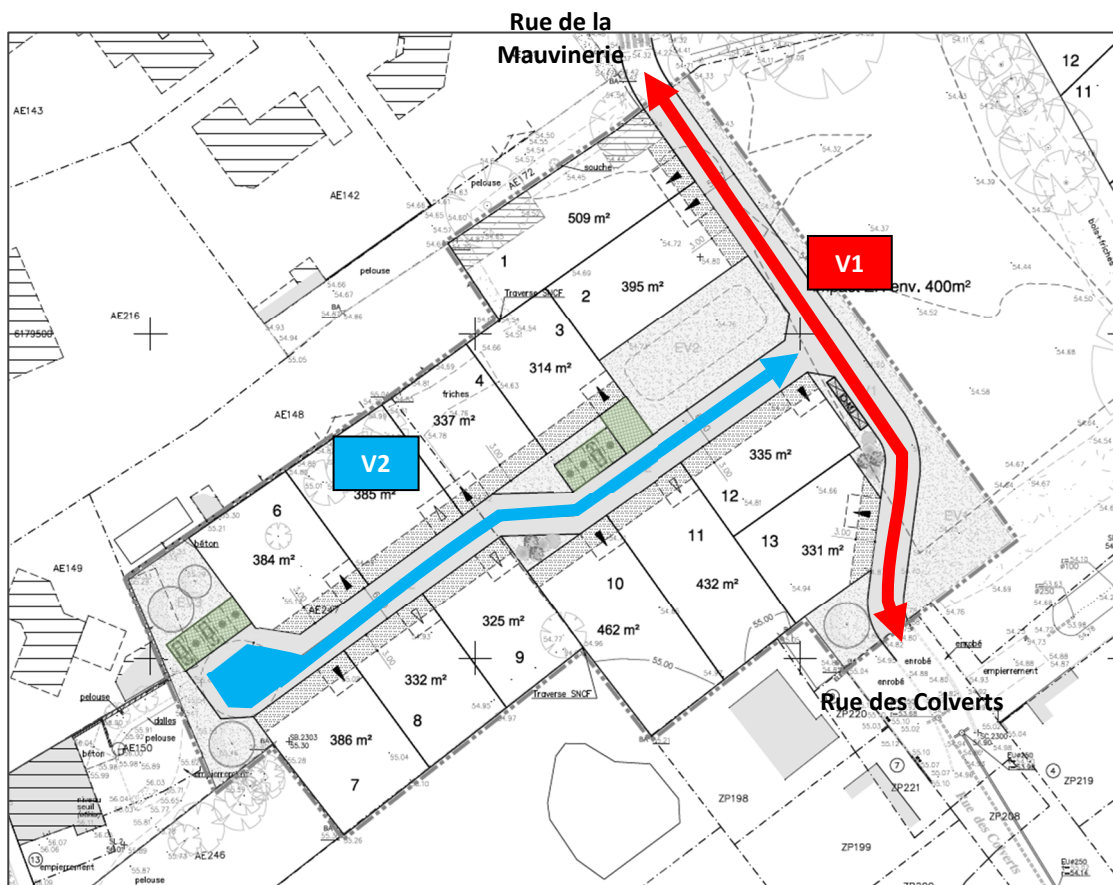


Plan de composition du lotissement "Les Mésanges Extension 2" (sans échelle - GEOUEST, mai 2024)

4.1.1. Dessertes

La desserte des lots du projet sera assurée par deux voies depuis la rue de la Mauvinerie au Nord et la rue des Colverts au Sud.

Les voies de desserte s'intégreront le mieux possible à la topographie du terrain naturel.



Liaisons viaires sur le lotissement "Les Mésanges Extension 2" (GEOUEST, mai 2024)

4.1.2. Voie V1

Voie d'accès et de desserte du lotissement, qui permettra la connexion entre la rue de la Mauvinerie au Nord et la rue des Colverts au Sud. Cette voie sera composée d'une chaussée de 5,50 m de largeur (largeur inférieure à celles sur lesquelles elle vient se raccorder).

Une aire de présentation des conteneurs à ordures ménagères sera aménagée en bordure de voie, dans la partie Sud du tronçon.

4.1.3. Voie V2

Voie secondaire en impasse du lotissement, elle a une emprise de 6,00 m pour permettre aux véhicules de manœuvrer en sortie des lots. Elle portera également 4 places de stationnement perpendiculaires traitées en pavés à joints engazonnés ainsi qu'une aire de retournement au bout de l'impasse avec 5 places de stationnement supplémentaires traitées de la même manière.



A noter également que l'entrée vers le lot 3 se fera via un passage également en pavés à joints engazonnés.

4.1.4. Aménagements paysagers

Les haies bocagères périphériques seront maintenues dans leur ensemble.

Compte tenu de l'aspect actuel des terrains, la composition du projet (voies, espaces vert et limites de lots) s'est efforcée de préserver le maillage bocager initial.

La palette végétale sera inspirée des essences tant arborées, qu'arbustives utilisées dans la région.

4.1.5. Réseaux "Eaux pluviales" et "Eaux usées"

a. Réseaux d'assainissement "eaux pluviales"

Les eaux de ruissellement de la voirie et des lots seront collectées par des canalisations (Ø300 mm à Ø400 mm) placées sous chaussée et espaces verts de l'aménagement.

Une gestion des eaux pluviales à la parcelle est rendue obligatoire dans cette extension du lotissement. Ainsi, les ruissellements dus à l'imperméabilisation des parcelles devront être gérés par un système de rétention / infiltration sur l'unité foncière du lot. Il est donné possibilité d'une surverse vers le réseau EP du lotissement dont l'exutoire est un bassin de rétention. Les dispositifs de rétention dans chaque lot doivent être conçus, dimensionnés et implantés afin de pouvoir gérer un volume minimal de **3 m³ par logement**.

Les eaux pluviales collectées dans le réseau EP seront dirigées gravitairement dans un bassin de rétention à réaliser, dimensionné en conséquence de ces rétentions individuelles.

Les eaux pluviales du lot 1, contraint par la topographie et l'altimétrie de raccordement (le bassin est à son amont hydraulique), seront dirigées vers le réseau pluvial posé à l'aval du bassin de rétention (ses eaux pluviales ne seront donc pas tamponnées dans l'ouvrage collectif).

Le lot 13 est également contraint par l'altimétrie du réseau EP.

Les bandes et massifs d'espaces verts, notamment EV1 le long de la voie V1, ne seront pas tamponnés. L'EV1 sera terrassé comme une noue de faible profondeur, où le tampon des eaux permettra une phytoépuration des ruissellements collectés et s'infiltreront pour alimenter la zone humide située à l'Est du projet.

Après régulation, les effluents en sortie du bassin seront dirigés gravitairement vers le réseau EP de la rue de la Mauvinerie.

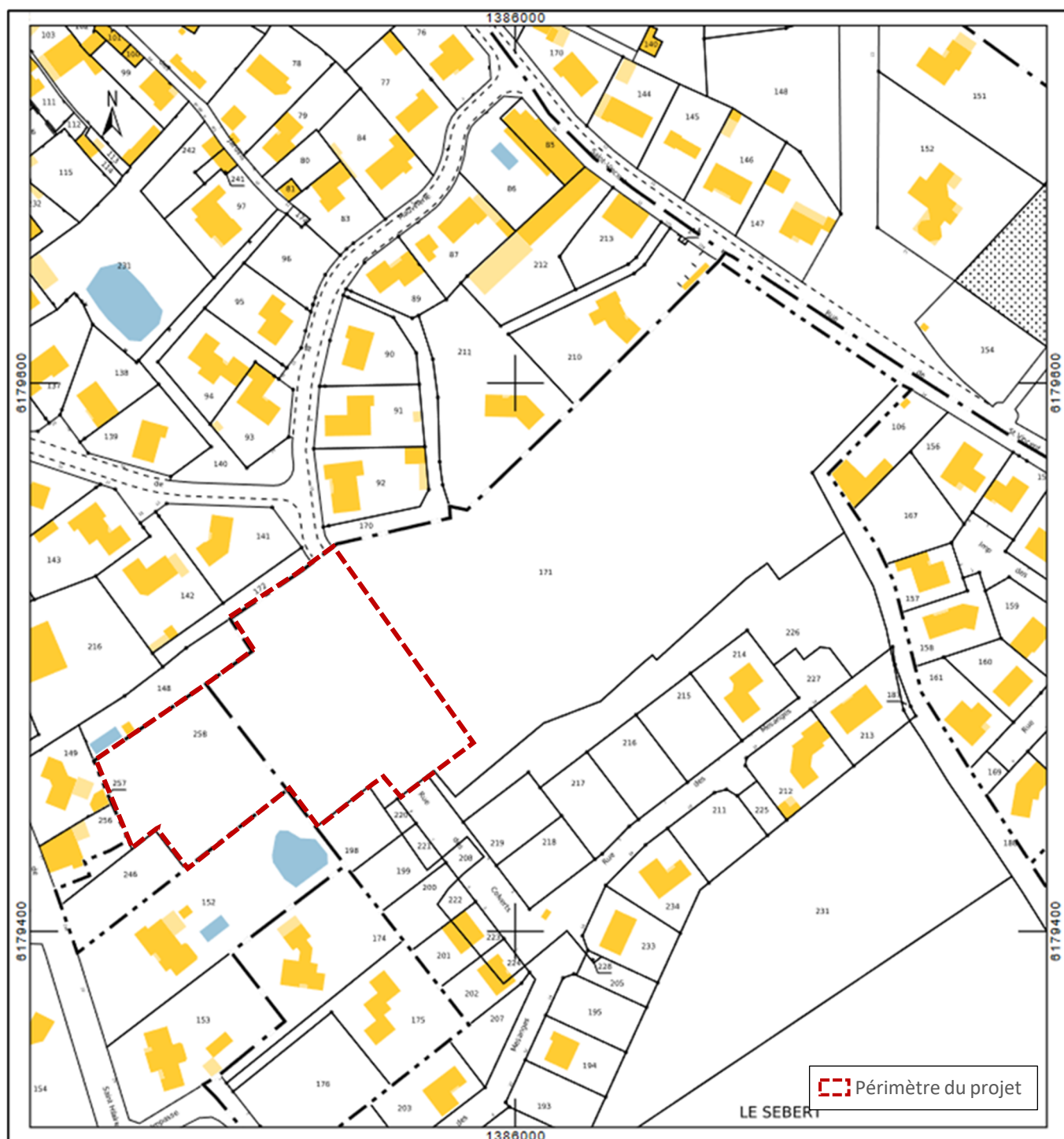
b. Réseaux d'assainissement "eaux usées"

Le réseau d'eaux usées recueillera les effluents en provenance des constructions sur l'emprise du lotissement. Elles seront captées par des collecteurs Ø 200 mm posés sous chaussée, et dirigées gravitairement vers le réseau d'eaux usées existant sous la chaussée rue de la Mauvinerie.



5. EXTRAIT CADASTRAL

Le projet d'aménagement est situé sur les parcelles n° 258 de la section AE et n°171 de la section ZP pour une surface cadastrale de 76a 59ca.

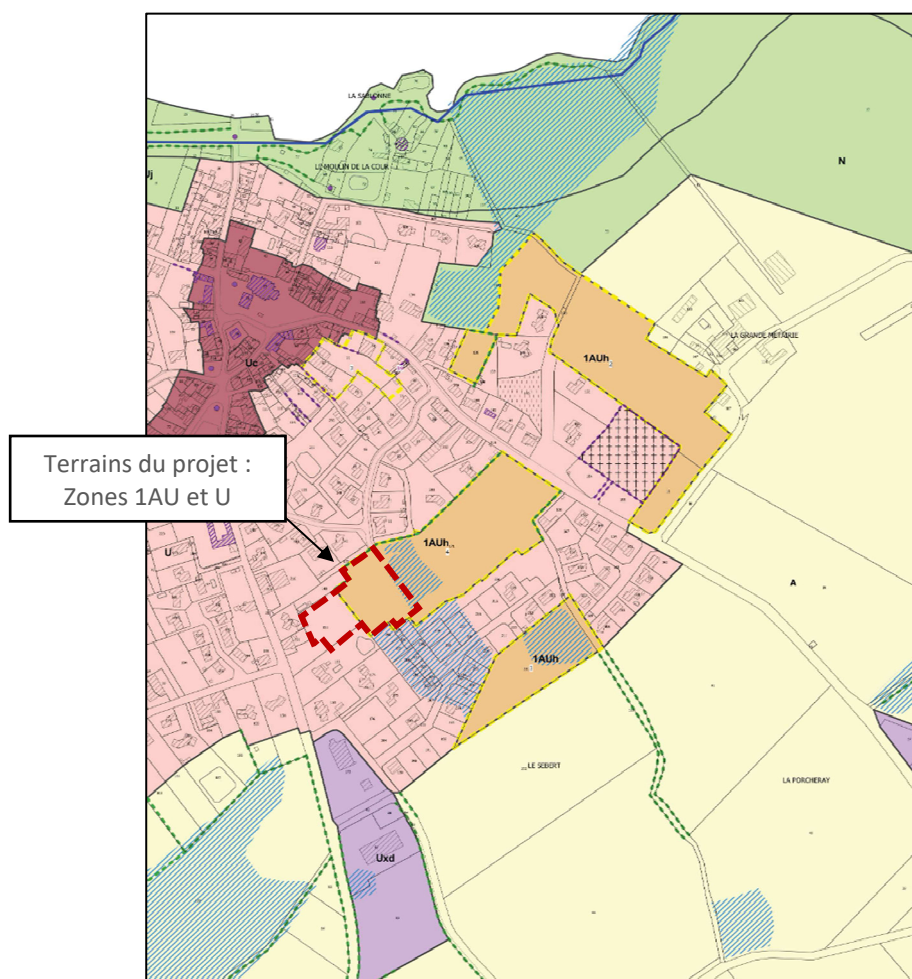


Extrait du plan cadastral (mai 2024) sur le secteur étudié, sans échelle (cadastre.gouv.fr)

6. EXTRAIT DU DOCUMENT D'URBANISME

La Communauté de Communes du Pays de Chantonay est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) dont la dernière procédure a été approuvée (modification simplifiée) le 27 mars 2024.

Le secteur concerné par la présente demande est classé en zone 1AUh et U. Il est situé à l'intérieur de la zone de protection de l'Eglise de Sainte-Cécile classée Monument Historique.



Extrait du PLUi du Pays de Chantonay, Modification simplifiée approuvée le 27 mars 2024 (geoportail-urbanisme.fr)

Zonage(s)

- Parcelle classée 1AUh, Secteur destiné à être ouvert à l'urbanisation
- Parcelle classée U, Tissu urbain

La parcelle est soumise aux dispositions suivantes

Traitement environnemental et paysager

- ★ Patrimoine paysager à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural
- ★ Haie à protéger
- Marais, vasières, tourbières, plans d'eau, les zones humides et milieux temporairement immergés
- Zone humide



CARACTERE DU SECTEUR 1AUh

Le secteur 1AUh correspond aux secteurs destinés à être ouvert à l'urbanisation.

La vocation du secteur 1AUh est de permettre une urbanisation à dominante d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat dont l'aménagement doit respecter les principes présentés dans les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

La configuration des terrains, la superficie, le parcellaire et la situation stratégique pour le développement de l'urbanisation imposent le recours à une opération d'aménagement d'ensemble pour rechercher une cohérence d'ensemble.

Le secteur 1AUh comprend un sous-secteur 1AUh1 qui se distingue par une hauteur maximale supérieure à celle du secteur 1AUh.

CARACTERE DE LA ZONE U

La zone U correspond au tissu urbain des agglomérations de la Communauté de communes.

C'est un secteur déjà urbanisé, à vocation principale d'habitat, de services et d'activités urbaines.

Outre l'habitat, il est destiné à accueillir équipements collectifs, commerces et activités qui contribuent à la vie des habitants de la ville et des quartiers, notamment en confortant l'attractivité des centralités.

Il s'agit d'y encourager davantage de mixité urbaine avec notamment le développement de l'habitat sous diverses formes (individuels, groupés, intermédiaires, collectifs) mais également l'accueil de nouveaux équipements collectifs, qui contribuent à la vie des habitants de la ville et des quartiers.

1.2. ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Le principe général est que les eaux pluviales doivent être prioritairement gérées à la parcelle, l'unité foncière ou l'aménagement.

La gestion se fait prioritairement par rétention et infiltration (tranchée d'infiltration, puits d'infiltration, noue ou bassin d'infiltration,).

La réutilisation des eaux pluviales reste possible en vue de favoriser la réduction des besoins en eau potable. La réutilisation de l'eau pluviale doit s'effectuer dans le respect des règles de l'arrêté ministériel du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

7. MILIEUX NATURELS ET INVENTAIRES (HORS ZONES HUMIDES)

La Commune de Sainte-Cécile est concernée par des inventaires et des zones de protection écologiques.

7.1. Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistiques et Floristique

7.1.1. Généralités

L'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) a été lancé en 1982 par le Ministère de l'Environnement. Il avait pour objectif de réaliser une couverture des zones les plus intéressantes au plan écologique, essentiellement dans la perspective d'améliorer la connaissance du patrimoine naturel national et de fournir aux différents décideurs un outil d'aide à la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement du territoire.

Ces zones sont classées en deux types :

- les ZNIEFF de type 1 constituent des secteurs caractérisés par leur intérêt biologique remarquable et doivent faire l'objet d'une attention toute particulière lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement et de gestion
- les ZNIEFF de type 2 constituent des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes et doivent faire l'objet d'une prise en compte systématique dans les programmes de développement.



7.1.2. Éléments sur la portée juridique des ZNIEFF

Une ZNIEFF correspond à l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs du patrimoine faunistique et floristique de notre pays, et le cœur de l'inventaire national du patrimoine naturel prévu par l'article L. 411-5 du Code de l'Environnement.

7.1.3. Détails des ZNIEFF sur le territoire communal de Sainte-Cécile et aux alentours du projet

La Commune de Sainte-Cécile (et ses alentours) est concernée par **une ZNIEFF de type II "Vallée du Petit Lay de part et d'autre de Saint-Hilaire-le-Vouhis"** (FR520616317).



Cartographie des ZNIEFF sur le secteur de Sainte-Cécile (geoportail.fr)

Le projet ne se situe pas dans cette ZNIEFF qui est éloignée de 1,2 km au Sud-ouest.

7.2. Stratégie de Création d'Aires Protégées

7.2.1. Définition

La Stratégie de Création d'Aires Protégées est une stratégie nationale visant à améliorer la cohérence, la représentativité et l'efficacité du réseau métropolitain des aires protégées terrestres en contribuant au maintien de la biodiversité, au bon fonctionnement des écosystèmes et à l'amélioration de la trame écologique (inpn.mnhn.fr).



L'élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie constituent une des mesures prioritaires du Grenelle de l'Environnement, définie par la loi n°2009-967 du 3 août 2009 (art.23) et **réaffirmée très récemment dans le cadre de la conférence environnementale de 2016** : les prochains objectifs de la SCAP (publication d'un bilan de la SCAP et lancement d'un nouveau diagnostic patrimonial) ont ainsi été inscrits au titre de la mesure 11b de la feuille de route pour la transition écologique 2016.

L'objectif est de placer au minimum 2 % du territoire terrestre métropolitain sous protection forte d'ici l'horizon 2019.

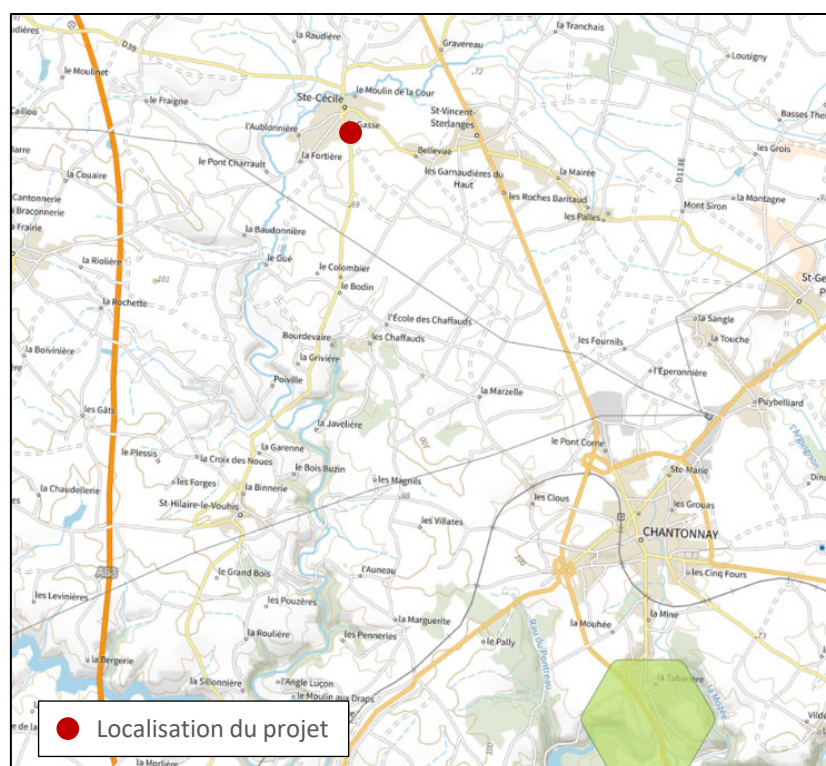
L'objectif qualitatif afférent est que le réseau d'aires protégées ainsi créé soit cohérent, connecté et représentatif de la protection du patrimoine naturel (biologique et géologique).

La SCAP repose sur une méthodologie nationale et un **diagnostic national du patrimoine naturel** (faune, flore et habitat) et géologique coordonné par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) à la demande du Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Une liste nationale d'espèces et d'habitats prioritaires pour la désignation de nouvelles aires protégées a été construite en mobilisant des experts scientifiques du MNHN, de la FCBN, de l'OPIE et de l'ONEMA. Cette liste est déclinée dans le cadre d'une démarche participative régionale pour prendre au mieux en considération les enjeux de conservations.

7.2.2. Sur le territoire de Sainte-Cécile

Dans le secteur de Sainte-Cécile, **aucune SCAP n'est identifiée**. Cependant, une SCAP est identifiée dans la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay dont fait partie la Commune de Sainte-Cécile. Il s'agit de la SCAP 143 "Vallée du Lay à la Tabarière".



Extrait de la cartographie des SCAP (carto.sigloire.fr)



7.3. Arrêté de Protection de Biotope

7.3.1. Définition

Les arrêtés de protection de biotope (APB ou APPB) sont des actes administratifs pris en vue de préserver les habitats des espèces protégées, l'équilibre biologique ou la fonctionnalité des milieux.

Les arrêtés de protection de biotope visent à protéger les habitats nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées.

7.3.2. Sur le territoire de Sainte-Cécile

La Commune de Sainte-Cécile ne comporte pas de zone désignée par un Arrêté de Protection de Biotope sur son territoire.

les plus proches terrains classés par un Arrêté de Protection de Biotope sont situés :

- sur la Commune du Longeron (au Nord, Dép. 49)
 - Etang du Pavillon (FR3800451)
- sur la Commune de Chaillé-les-Marais (au Sud, Dép. 85) :
 - "Terrées du Pain-Béni et prairies attenantes" (FR3800508)
 - "Coteaux calcaires de Chaille-les-Marais" (FR3800309).

7.4. Périmètre NATURA 2000

7.4.1. Généralités

Le réseau NATURA 2000 est un réseau européen de sites naturels protégés. Il a pour but de favoriser la biodiversité en assurant le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire, et d'assurer la protection de sites naturels européens. Ces prérogatives de gestion tiennent compte des exigences économiques, sociale, culturelles ainsi que des particularités locales.

Le volet réglementaire porté par la procédure NATURA 2000 concerne tous les habitats et espèces d'intérêt communautaire présents dans le site.

Sur la base des observations scientifiques, la Directive 92/43/CEE prévoit la création d'un réseau "NATURA 2000" qui regroupe l'ensemble des espaces désignés en application :

- de la Directive "Oiseaux" (1979) : les Zones de Protection Spéciale (ZPS)
- de la Directive "Habitats-Faune-Flore" (1992) : les Sites d'Intérêt Communautaire devenus ensuite les Zones Spéciales de Conservation (SIC-ZSC).

Ces Directives établissent une liste des espèces d'oiseaux, des habitats naturels et des espèces animales (autres que les oiseaux) et végétales pour lesquels les États membres doivent désigner des sites sur leur territoire afin de les conserver.

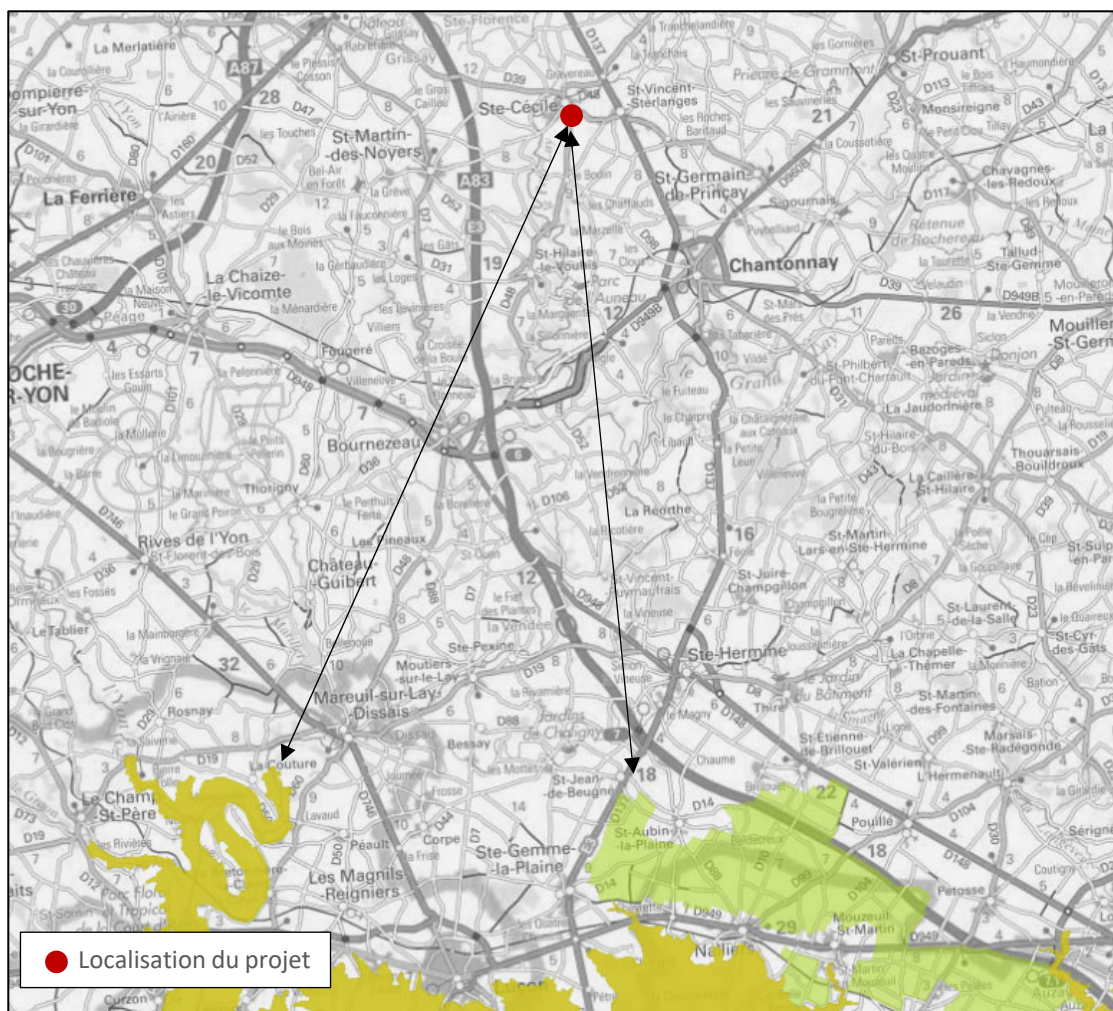


7.4.2. Sur le territoire communal et les secteurs alentours

Aucun site Natura 2000 n'est présent sur la Commune de Sainte-Cécile.

Les plus proches sont situés à environ 25 km au Sud, il s'agit :

- du site "Plaine calcaire du Sud Vendée" (FR5212011) - ZSC
- du site "Marais Poitevin" (FR5410100) - ZPS



Sites NATURA 2000 (geoportail.fr)

La Commune, et donc le site du projet, ne sont placés de manière à ce que tout type de projet porte atteinte à ces sites N2000, leurs habitats et les espèces ayant justifié leur désignation.

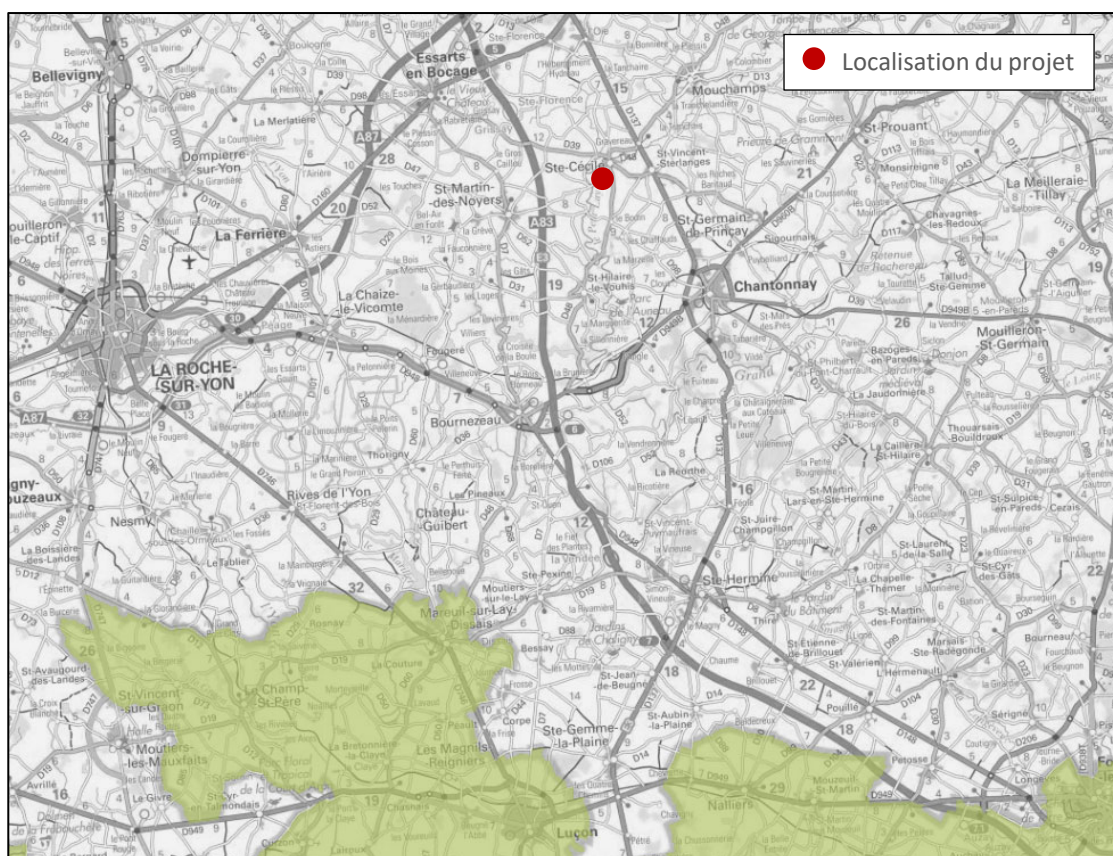
7.5. Parc Naturel Régional

Le Parc Naturel du Marais Poitevin est un parc naturel régional français créé en 1979, qui fut déclassé au 31 décembre 1996 en raison de l'échec de sa mission de préservation de l'environnement d'une grande zone humide. Un décret du 21 mai 2014 lui réattribue ce label.

Trois Départements dans 2 Régions sont concernés par la mise en œuvre du PNR du Marais Poitevin (FR8000050). L'organisme de gestion du Parc naturel régional (PNR) du Marais Poitevin est un Syndicat mixte.



La Commune de Sainte-Cécile n'est pas située dans le territoire couvert par le PNR, elle en est éloignée de 21 km vers le Nord.



Extrait de plan IGN avec le Parc Naturel régional du Marais Poitevin (geoportail.gouv.fr)

8. CONTEXTES "ZONES HUMIDES" ET ECOLOGIE DES MILIEUX HUMIDES

Les zones humides sont des "terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année" (art. L.211-1 du Code de l'Environnement).

8.1. Contextes réglementaires

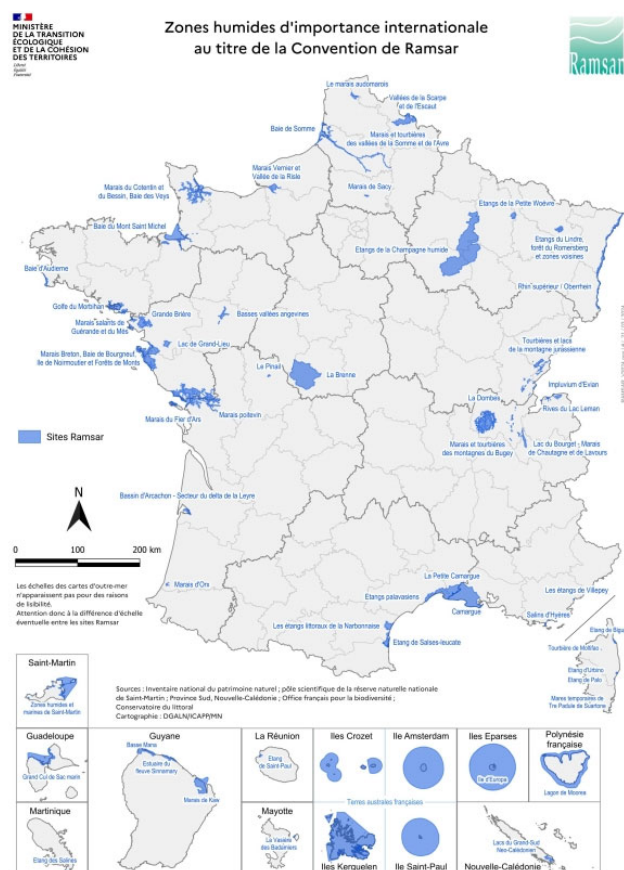
8.1.1. Convention internationale sur les zones humides : Convention de RAMSAR

La Convention sur les zones humides ou convention de RAMSAR est un traité intergouvernemental adopté le 2 février 1971 à Ramsar (Iran). Les signataires de cette Convention, que la France a ratifiée en 1986, ont pour objectif d'une part la constitution d'un réseau de sites d'importance internationale, les "sites Ramsar", mais aussi, plus largement, la conservation et l'utilisation rationnelle de l'ensemble des zones humides.



L'inscription d'un site à la convention de Ramsar ne crée pas d'obligations réglementaires ni d'effets juridiques spécifiques. Ramsar est un label qui récompense et valorise sur le plan international les territoires de zones humides riches en biodiversité ainsi que les acteurs qui contribuent à leur préservation et gestion durable.

Signataire de la Convention de Ramsar en 1971, la France a ratifié ce traité en 1986. Elle s'est alors engagée sur la scène internationale à préserver les zones humides de son territoire. A ce jour (octobre 2021), 52 sites Ramsar s'étendent sur une superficie de plus de 3,7 millions d'hectares, en métropole et en outre-mer.



Cartographie des sites RAMSAR (zones-humides.org)

Deux sites RAMSAR sont désignés en partie sur le territoire vendéen :

- à environ 40 km à l'Ouest – Nord-ouest du projet. Il s'agit du "Marais Breton, Baie de Bourgneuf, Ile de Noirmoutier et Forêt de Monts".



Numéro du site : 2283
Désignation : 2 février 2017
Superficie : 55 826 ha
Gestionnaires : Syndicat mixte de la Baie de Bourgneuf
Localisation : sur le littoral de la région Pays-de-la-Loire, en limite des départements de la Loire-Atlantique et de la Vendée.

- à environ 25 km au Sud, le site "Marais poitevin" a été nouvellement inclus (23 nov. 2023) et désigné comme zone humide où s'applique la Convention de RAMSAR



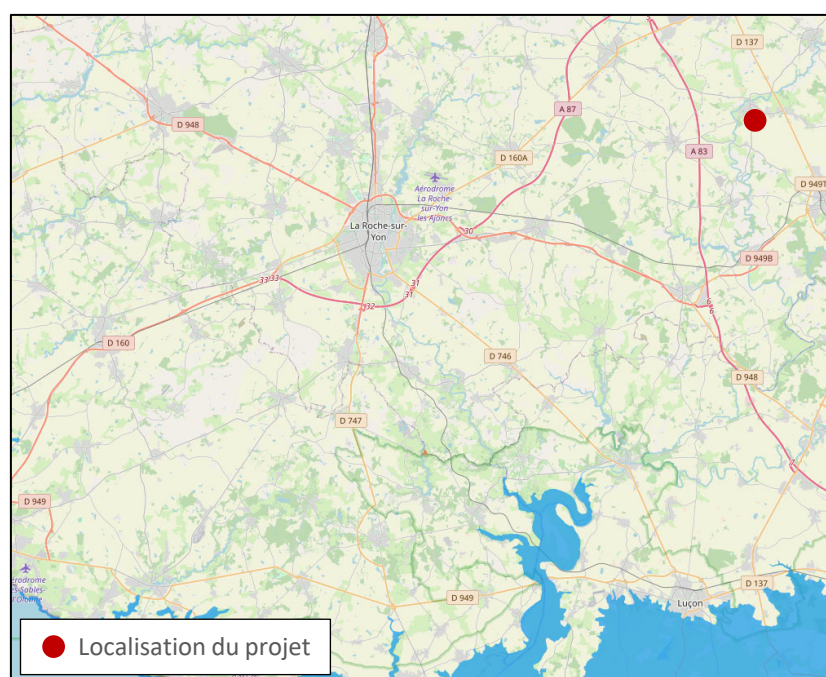
Numéro du site : 2531
Désignation : 23 novembre 2023
Superficie : 69 034 ha
Gestionnaire : Parc naturel régional du Marais poitevin
Localisation : sur la façade atlantique, à mi-chemin entre le nord et le sud de la France.



8.1.2. Les zones humides d'importance majeure (ZHIM)

Une carte des zones humides sur le territoire français a été élaborée par le SOeS (Service de l'Observation et des Statistiques) avec l'appui du Muséum national d'histoire naturelle à partir de couches géographiques disponibles au plan national en 2009. Ont été utilisés, l'inventaire des ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) de type I et II à caractère humide de première génération, l'occupation du sol issue de l'inventaire biogéographique CORINE Land Cover 2006 et la liste des SIC (site d'intérêt communautaire) comprenant des habitats humides.

La Zone Humide d'Importance Majeure la plus proche est située à environ 25 km au Sud-ouest du projet. Il s'agit de la zone "Marais Poitevin" (FR53100203).



Carte des sites désignés en "Zone humide d'importance majeure" sur le territoire Sud vendéen (carto.sigloire.fr)

8.2. Prélocalisation des zones humides

8.2.1. Les zones humides pré-localisées par la DREAL

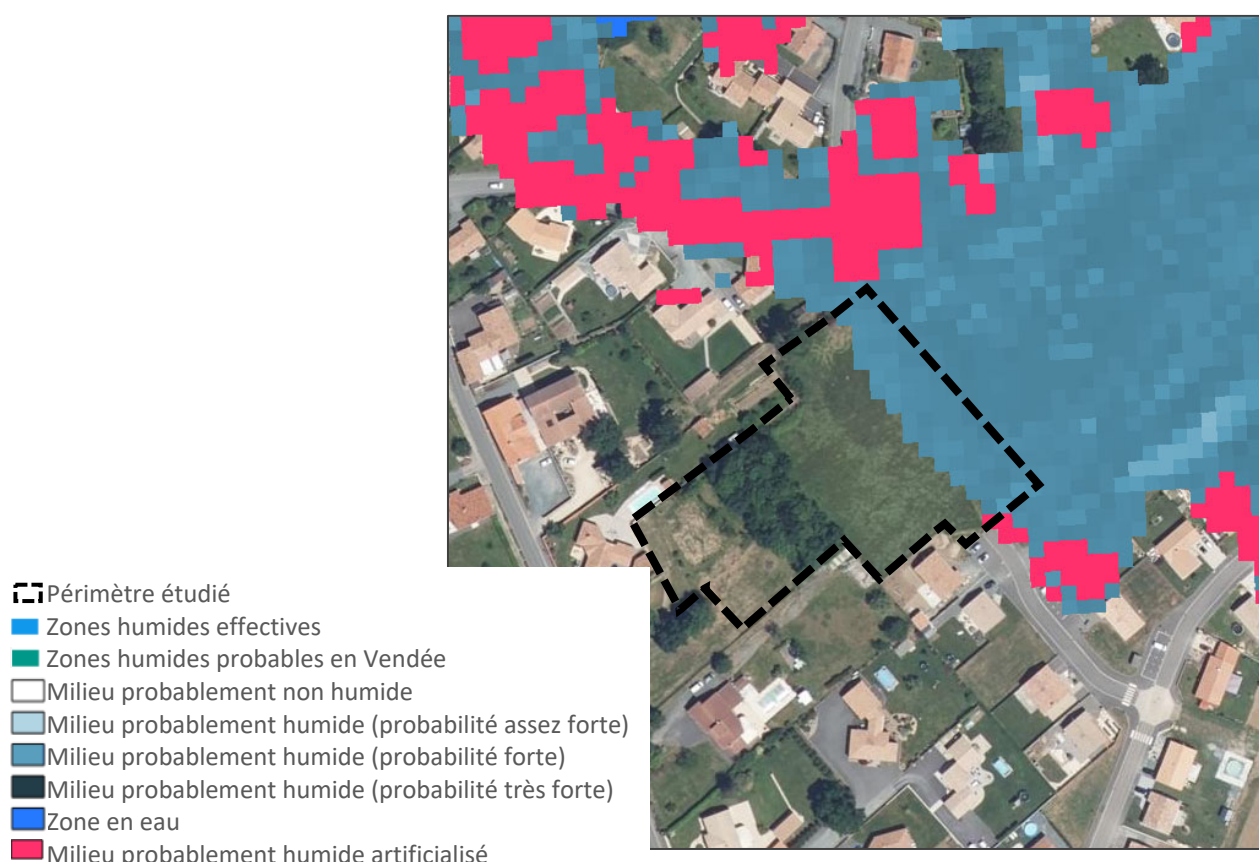
Le Réseau Partenarial des Données sur les Zones Humides est un outil animé par le syndicat mixte du Forum des Marais Atlantiques. Les objectifs fondamentaux poursuivis par le réseau et les partenaires sont :

- l'amélioration de la connaissance à la fois des acteurs et de leurs actions mais également des zones humides
- le renforcement du fonctionnement en réseau des acteurs pour la valorisation collective de l'information géographique
- la création d'une interface de consultation de données et d'informations géographiques sur les zones humides et les rivières (prise en compte du bassin versant).



Cette dernière dresse la **cartographie des zones humides inventoriées** par les membres et les partenaires du réseau ainsi que des données s'y rapportant (eau, environnement, acteurs...). De nombreuses couches d'information sont disponibles, sur des secteurs variés. Pour le territoire de la Vendée, 3 de ces couches sont particulièrement pertinentes :

- **"Zones humides effectives"** : cette donnée géographique multipartenaire présente un **inventaire (non exhaustif) des zones humides** (ou potentiellement humides dans certains cas) sur l'ensemble des bassins hydrographiques Adour-Garonne, Loire-Bretagne, Seine-Normandie, Artois-Picardie et Rhin-Meuse. Les données proviennent de plusieurs sources, et notamment d'inventaires locaux, de numérisation à partir d'orthophotoplans ou des périmètres de syndicats de marais.
- **"Zones humides probables en Vendée"** : cette donnée est le résultat d'une étude régionale de pré-localisation des marais et des zones humides menée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire en 2007. Ce travail a été établi sur le SIG MAPINFO par **photo-interprétation et croisement des données existantes** (BD Ortho 2001 et 2006, MNT, réseau hydrographique, cartes géologiques, ...).
- **"Pré-localisation des zones humides – 2023 (avec seuil)"** : cette donnée est le résultat d'un travail mené par une équipe pluridisciplinaire (LETG-UMR 6554 CNRS-Université de Rennes 2 - PatriNat (OFB-MNHN) - Institut Agro Rennes-Angers - INRAE - Agence de l'eau RMC - Tour du Valat), visant à établir **une cartographie à l'échelle nationale des probabilités de présence de zone humide** en tout point du territoire. La cartographie utilisée ne fait apparaître que les zones humides dont la **probabilité de présence dépasse un seuil significatif**.



Superposition des cartographies de pré-localisation des zones humides sur le secteur étudié (SIG Réseau zones humides (reseau-zones-humides.org – juin 2024))

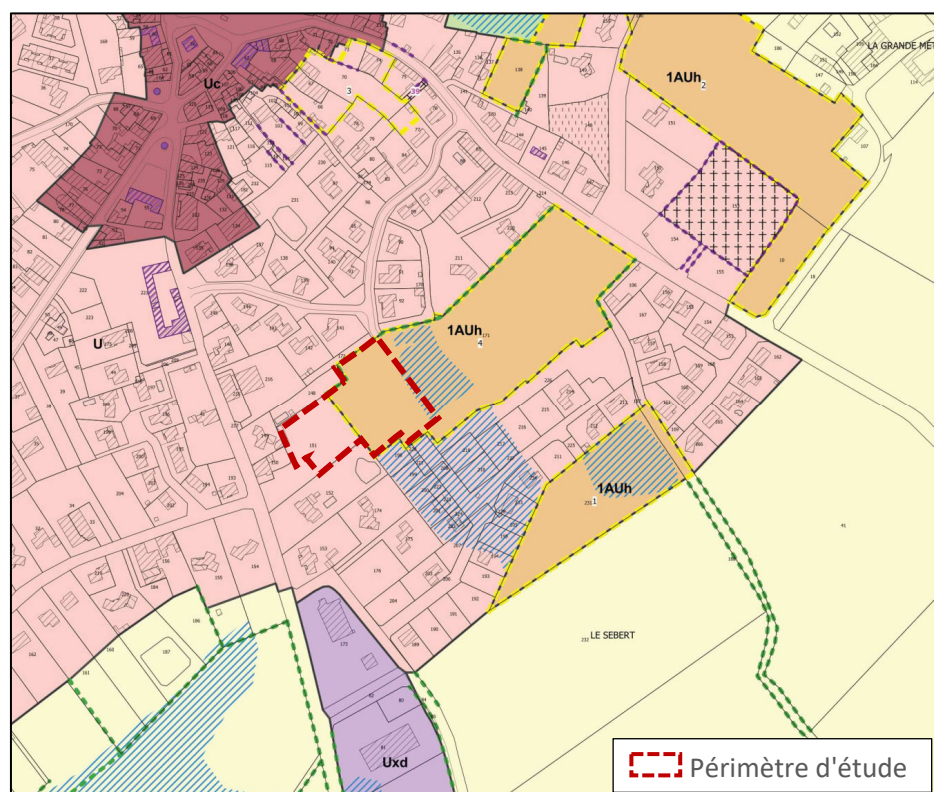


Selon cette cartographie, tout un espace serait identifié comme " potentiellement humide" au Nord-est – Est du parcellaire (probabilité forte).

8.2.2. Inventaire communal

La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay répertorie dans son document d'urbanisme les zones humides sur le territoire intercommunal.

Un diagnostic "zones humides" a été mené sur la Commune de Sainte-Cécile ; c'est du fait de l'existence d'une zone humide identifiée à l'Est du parcellaire classé en 1AUh que le projet ne vient pas s'appuyer sur la totalité de la parcelle cadastrale.



Zone humide (L151-23 du Code de l'Urbanisme)

Extrait du PLUi du Pays de Chantonnay approuvé le 27 mars 2024 (geoportail-urbanisme.fr)

Cette carte fait apparaitre une zone humide en limite Est du périmètre du projet.

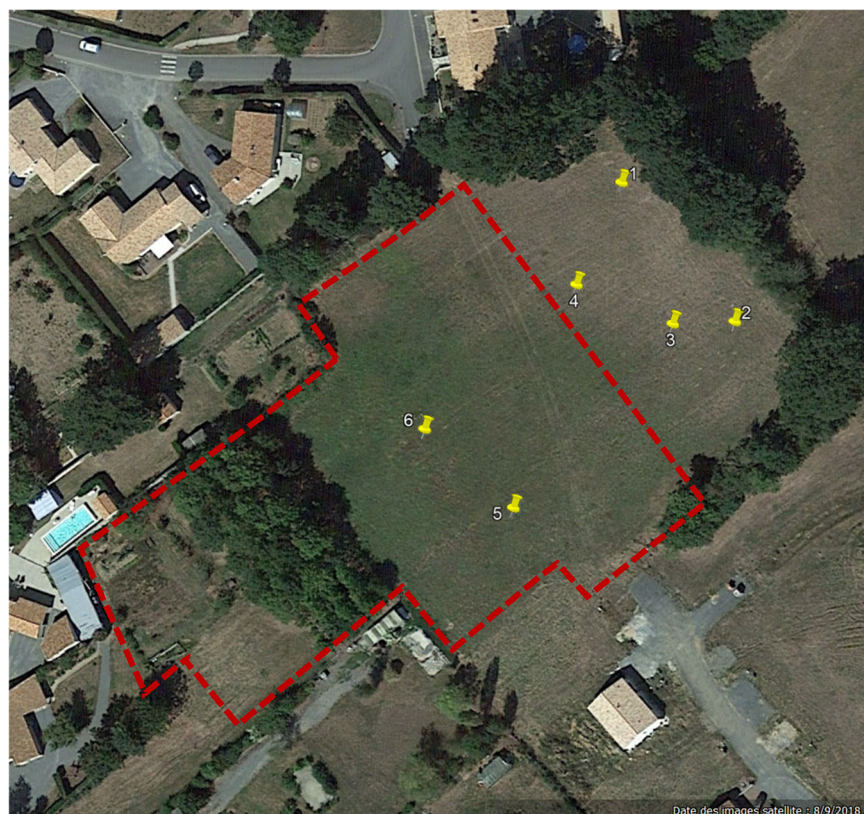


8.3. Diagnostic des zones humides

Le diagnostic des zones humides avait été réalisé par GEOUEST le 24 avril 2018, réalisé dans le cadre de la réalisation du PLUi.

Il n'a pas fait l'objet de réactualisation étant donné l'évitement retenu.

8.3.1. Sondages pédologiques



Localisation des sondages réalisés en 2018

Sondages 1, 2, 3 et 4

- Horizon argilo-limoneux à argileux, brun à ocre-brun
 - Présence de traces d'hydromorphie, densité marquée s'intensifiant (*photos ci-dessous*)
 - Profondeur du profil supérieure à 50 cm, refus de tarière entre 62 et 86 cm
- ⇒ **Classe Va-b**
- ⇒ **Sol caractéristique de zone humide**

Sondages 5 et 6

- Horizon argilo-limoneux, brun
 - Profondeur du profil supérieure à 50 cm, refus de tarière à 57 et 65 cm
 - Présence de traces d'hydromorphie, faible densité, débutant après 25 cm
- ⇒ **Classe GEPPA IVA-b**
- ⇒ **Sol non caractéristique de zone humide**



Sondages avec traces d'hydromorphie (© GEOUEST 2018)

8.3.2. Relevés floristiques

Cortège : "Prairies de fauche atlantiques" EUNIS E2.21

Quadrats 5 et 6

- ⇒ Renoncule âcre, Mouron des oiseaux, Grande Marguerite, Grande oseille, Vulpin des prés, **Ceanothe fistuleuse** (15%), **Cardamine des prés** (5%), **Renoncule rampante** (10%)
- ⇒ **Espèces caractéristiques** : densité << à 50 %
- ⇒ Non caractéristique de zone humide
- ⇒ Prairie mésophile à tendance humide



Secteur de prairie mésophile (© GEOUEST 2018)

Cortège : "Prairies de fauche hygromésophiles atlantiques" EUNIS E2.222

(Formations plus humides, ou temporairement plus humides, que les prairies de fauche mésophiles subatlantiques planitiales d'Europe occidentale et d'Europe centrale)

Quadrats 1, 2, 3 et 4

- ⇒ Espèces inventoriées : **Ceanothe fistuleuse** (30%), **Cardamine des prés** (15%), **Renoncule rampante** (10%), **Populage des marais** (10%), Géranium, Grande oseille, Flouve odorante, Gléchome Lierre terrestre, Potentille rampante, Pâquerette, Grande Marguerite, Trèfle des prés
- ⇒ **Espèces caractéristiques** : densité > à 50 %
- ⇒ Végétation caractéristique de milieu humide
- ⇒ Prairie mésohygrophile à hygrophile



Secteur de prairie mésohygrophile à hygrophile (© GEOUEST 2018)



Superficie de la zone humide identifiée

Une zone humide d'environ 2 160 m² est identifiée à l'Est du périmètre étudié.

Intérêts et fonctionnalités de la zone humide (selon descriptif énoncé par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Versant du Lay)

Intérêt hydraulique (effet tampon) :

Moyen car le versant hydraulique intercepté couvre une faible superficie.

Intérêt épuratoire :

Faible car le versant intercepté couvre une prairie, sans risque de pollution.

Intérêt écologique :

Moyen car le cortège varié, différencié du reste de la prairie, sans pour autant avoir d'espèces hygrophiles marquant un cortège très spécifique

Intérêt économique :

Moyen car ayant une superficie inférieure à 1 ha mais prairie dont le produit de fauche est récupéré.

8.4. Incidences sur la zone humide et mesures ERCA

Le projet impacte une surface d'environ 450 m² de la zone humide identifiée.

8.4.1. La séquence Eviter-Réduire-Compenser et d'Accompagnement

Concevoir et réaliser des projets dits de "moindre impact environnemental" suppose de respecter la séquence "éviter, réduire, compenser" (dite séquence ERC). Cette séquence s'applique de manière proportionnée aux enjeux, à tous types de plans, de programmes et de projets, quelles que soient l'envergure et la taille. Elle se met en place pour les projets, plans et programmes soumis à évaluation environnementale ainsi qu'aux projets soumis à diverses procédures au titre du Code de l'environnement (autorisation environnementale, dérogation à la protection des espèces, évaluation des incidences Natura 2000, etc.).

Introduite en droit français par la Loi relative à la protection de la nature de 1976, la séquence ERC a été consolidée par la **Loi de reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (Loi n°2016-1087)** et codifiée dans le Code de l'environnement des principes forts, tels que :

- la nécessaire effectivité des mesures ERC
- des modalités de suivi plus précises de ces mesures, par exemple la géolocalisation pour les mesures compensatoires.

Dans leurs projets, **les Maîtres d'Ouvrage doivent définir les mesures adaptées pour éviter, réduire et, lorsque cela reste nécessaire malgré la mise en œuvre de 1^{ères} mesures, compenser les impacts négatifs significatifs** de leurs projets sur l'environnement.

Cette notion est inscrite dans le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 (8B-1) : "La régression des zones humides au cours des dernières décennies est telle qu'il convient d'agir pour restaurer ou éviter de dégrader les fonctionnalités des zones humides encore existantes et pour éviter de



nouvelles pertes de surfaces et, à défaut de telles solutions, de réduire tout impact sur la zone humide et de compenser toute destruction ou dégradation résiduelle".

Disposition du SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027

8B-1 : Les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader la zone humide.

À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en œuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités.

À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la recreation ou la restauration de zones humides, cumulativement :

- équivalente sur le plan fonctionnel,
- équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité,
- dans le bassin versant de la masse d'eau.

En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la doctrine nationale « éviter, réduire, compenser », les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur suivi, dans les actes administratifs liés au projet (autorisation, récépissé de déclaration...).

La gestion et l'entretien de ces zones humides compensées sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme.

Mesure d'évitement (E) :

L'évitement ou la suppression consistent à adapter le projet aux sensibilités environnementales, afin de conserver des éléments remarquables.

Mesure réductrice (R) :

La réduction permet d'adapter le projet pour en limiter les impacts, qui restent toutefois présents.

Mesure compensatoire (C) :

Cette mesure intervient lorsqu'un impact ne peut être ni évité ni suffisamment réduit. Lorsque le projet comporte des effets négatifs résiduels, même en cas d'application de l'intégralité des mesures d'évitement et de réduction.

8.4.2. Localisation de la zone humide du projet étudié

Une zone humide d'environ 2 160 m² est identifiée à l'Est du périmètre étudié.

8.4.3. Mesures d'évitement

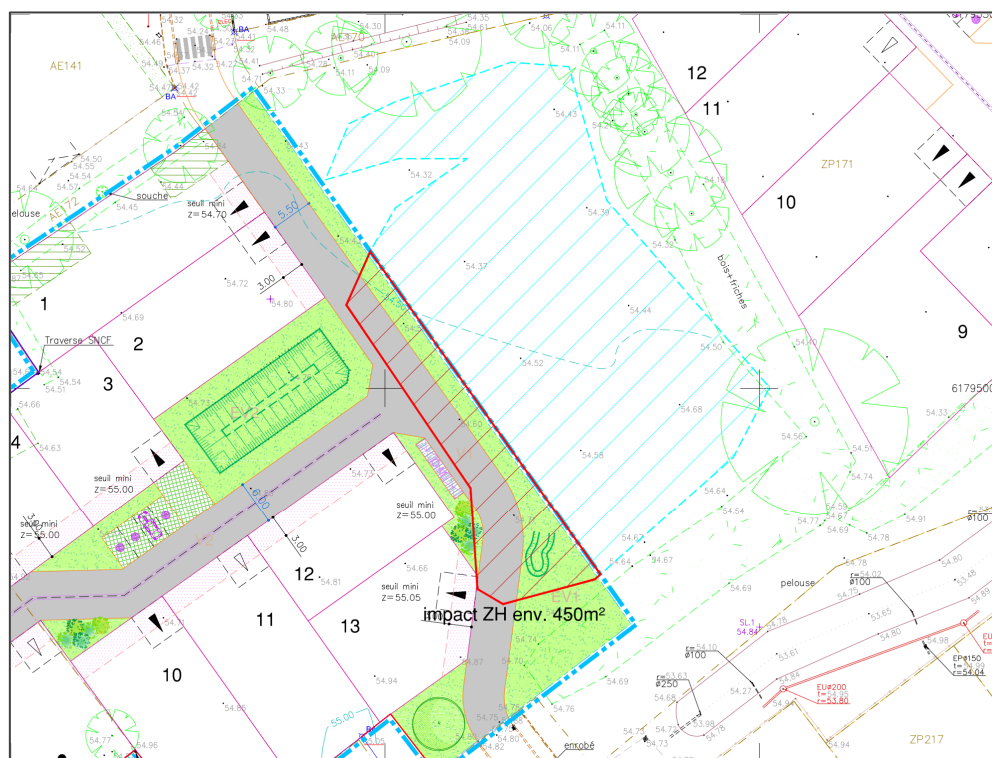
Le plan de composition du lotissement "Les Mésanges Extension 2" a été réalisé suite au diagnostic initial "zones humides" fait dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal qui fait apparaître dans son règlement graphique les zones humides identifiées à l'échelle de tout le territoire.



Il a donc été pris en compte la présence de cette zone humide afin d'en impacter le minimum de superficie.

Aussi, le projet évitera au maximum cette zone humide de 2 160 m² : seuls 450 m² sont inclus dans le périmètre, et seuls 235 m² se trouvent être directement impactés par la voie. Les autres 215 m² sont placés dans un espace vert EV1.

81 % de la zone humide délimitée dans ce projet sont préservés.



8.4.4. Mesures de réduction

Dans le périmètre du permis d'aménager

Une noue collectera les ruissellements des eaux de voirie et des eaux de toiture du lot 13, placée le long de la voie V1 (EV1).

Elle servira au process de phytoépuration des eaux avant leur écoulement interstitiel vers le secteur humide contigu.

Elle sera plantée d'espèces hygrophiles : une épuration de ces eaux avant leur écoulement dans la zone humide par phytoépuration et phytoremédiation sera réalisée grâce à la présence de ces plantes (joncs, iris des marais, salicaire, etc.).

La noue couvrira environ 110 m².

Bien que recevant des eaux des ruissellements de voirie, elle permet de réduire les incidences sur la fonctionnalité "tampon" de la zone humide perdue par la création de la voie.

A proximité du périmètre du permis d'aménager

Le projet prévoit une valorisation de la zone humide conservée à près de 80 % : ouverte en un espace pédagogique pour le quartier et la Commune de Sainte-Cécile, sa gestion sera raisonnée, avec un entretien différencié selon les espaces. Les principaux cheminements seront ainsi gérés par une tonte régulière, le tracé pouvant varier d'une année à l'autre. En dehors de ces espaces, les entretiens pourront être plus espacés, permettant une pousse plus haute de la végétation. Les mares feront l'objet d'un fauchage une fois tous les 2 ans et leurs abords seront fauchés tardivement.

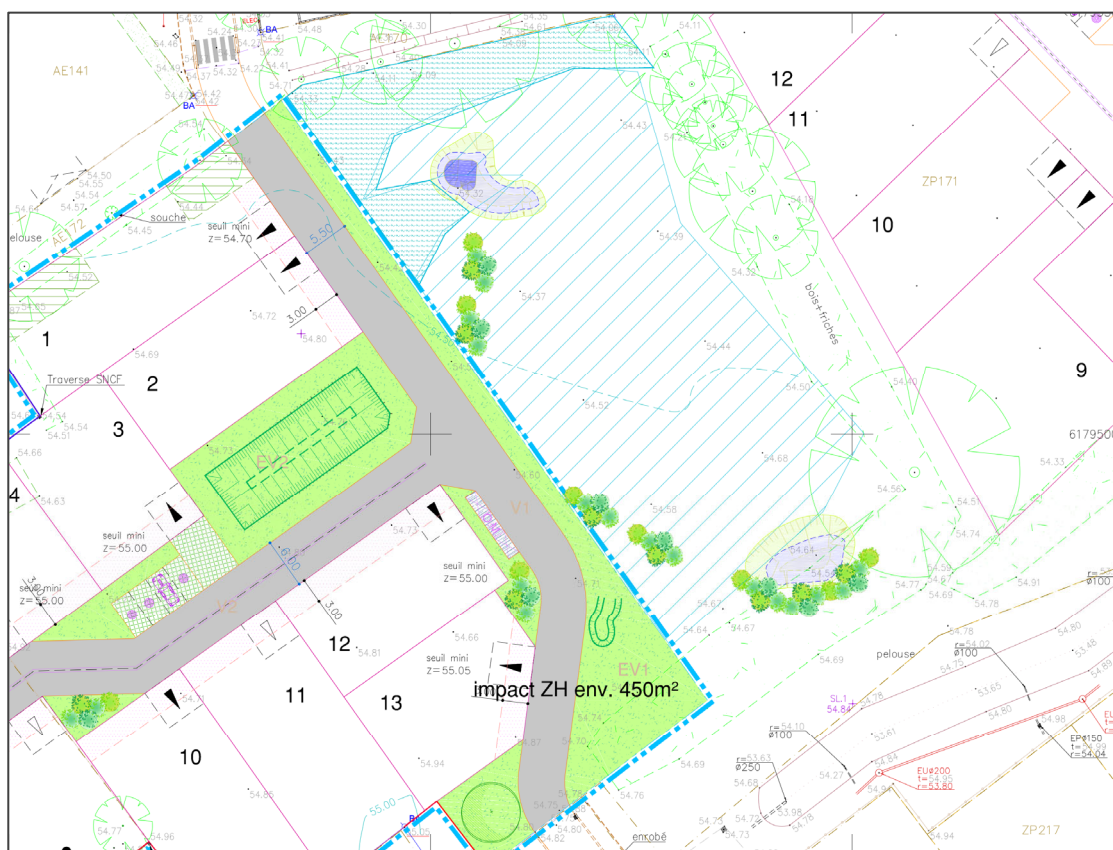
La partie Nord de cette prairie va subir un réensemencement d'un mélange de graines d'espèces hygrophiles, fleuries sur un espace d'environ 350 m².

Deux mares vont être créées :

- au Nord, une mare avec des berges planes (au niveau du terrain naturel) et une fosse plus profonde (- 0,80 m par rapport au niveau du fond de mare, sur 5 m²). Cet espace aquatique permettra de recueillir les eaux de ruissellement ; les berges planes offriront de l'espace pour le développement d'espèces végétales pionnières avec des niveaux d'eau variant tout au long de l'année et suivant les précipitations. La fosse sera en eau de manière plus permanente pour permettre aux espèces aquatiques (Insectes et Amphibiens) qui s'y établiront d'y vivre pendant les saisons plus sèches. Cette mare sera en cœur de prairie, ouverte. La surface de cet espace aquatique (niveau haut de berge) est d'environ 80 m².
- au Sud, une seconde mare de 80 m² aussi (sans digue également) sera créée dans le secteur proche des fourrés arbustifs, qui seront en partis arrachés et replantés d'arbustes d'espèces plus hygrophiles (saules, par exemple). Il s'agira d'une mare en demi-ombrage, en sous-strate arbustive, offrant un autre type d'habitat aquatique pour des espèces plus orientées "boisement". L'ensoleillement se fera sur la plage Nord de cet espace aquatique ; la berge Sud sera plus pentue et à l'ombre.

Les mares seront "reliées" végétalement entre elles grâce à la plantation de buissons variés et adaptés aux milieux humides.





Surface de la zone humide préservée (hachures bleues), surface réensemencée au Nord pour développer un cortège d'espèces fleuries (pointillés bleus), aménagement de 2 mares avec plage et ou fosse plus profonde, plantations de fourrés arbustifs (juillet 2024, GEOUEST)

Ces mesures permettront de retrouver les fonctionnalités perdues par l'impact direct du projet sur la zone humide :

- une augmentation significative attendue des espèces liées à la flore et à la faune (petite faune liée aux milieux aquatiques également)
- une fonctionnalité de rétention des eaux pluviales retrouvée grâce aux mares
- une épuration des eaux par la présence de la noue.

Les insectes aquatiques, notamment les odonates, ainsi que les amphibiens, pourront s'y installer, avec deux milieux aquatiques différemment orientés et bordés par des habitats soit ouvert soit refermés.

Les incidences sur la zone humide à hauteur de 450 m² seront compensés par ces différents aménagements à réaliser. L'ensemble écologique formé devra être pérenne : la réalisation d'un plan de gestion écologique avec suivis des mesures réalisées est prévue.

8.4.5. Plan d'actions et mise en œuvre d'une gestion écologique

La gestion écologique d'un espace "naturel" ou "écologique" consiste à **mettre en œuvre des pratiques d'entretien respectueuses de l'environnement et de la biodiversité**, en lien avec les activités qui y sont pratiquées.

Elle trouve son origine dans le principe de gestion différenciée, compromis entre la gestion relativement stricte & contrainte des espaces communaux partagés et la gestion naturaliste des espaces dits "naturels".



Cela a pour but de permettre aux différentes mesures d'atteindre leurs objectifs en garantissant le développement et le maintien des habitats créés sur le site.

Communication aux riverains

Avant tout démarrage de travaux (puis l'attribution d'une gestion écologique sur ce site), il est important **de communiquer et d'informer la population**, et ce, à toutes les étapes du projet : mise en place d'un plan des travaux, expliquer le but, les objectifs...

En fin de chantier, l'installation de panneau(x) éducatif(s) permettra d'expliquer la démarche vis-à-vis de la réglementation environnementale à laquelle le projet a répondu.

Parcours pédagogique

L'ouverture au public est envisagée. La réalisation de panneaux pédagogiques sera source d'explication et de découverte & d'observation des zones humides. Des cheminements demeureront possibles à travers le site sous la forme de sentes tondues à intervalles réguliers, pouvant varier d'une année à l'autre.

Ces itinéraires pourront être accompagnés de mobiliers bois sur pieux ou platelages, permettant d'offrir des points d'arrêt et d'observation sans impacter le fonctionnement du site.



Exemple de panneau éducatif sur des travaux menés dans le cadre de mesures compensatoires



8.4.6. Suivis écologiques et hydrauliques

Un suivi de l'évolution de ces mesures sera effectué pour s'assurer du bon développement de la zone humide créée ainsi que de la fonctionnalité des mares.

La cohérence et l'efficacité des mesures seront **évaluées** au cours des années de suivi à compter de l'année N (l'année N étant l'année des travaux) jusqu'à l'année N+9 minimum ; avec une fréquence d'**un passage tous les ans sur les 3 premières années, puis tous les 2 ans.**



9. PLAN DE PREVENTION DU BRUIT

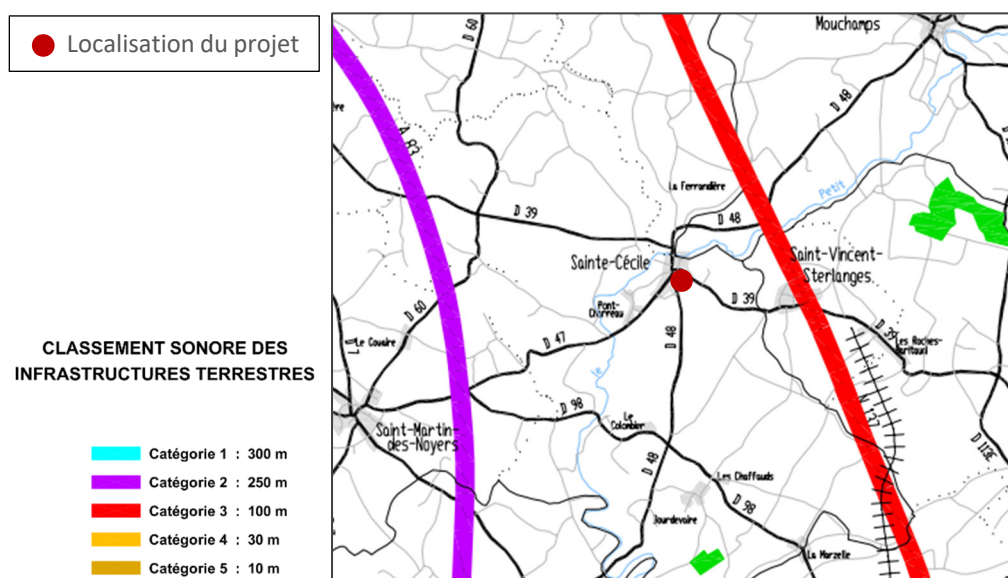
9.1. Généralités

Un plan de prévention du bruit⁸ dans l'environnement (PPBE) des infrastructures routières et autoroutières de l'État dans le Département de la Vendée a été piloté par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer 85 (DDTM), avec l'assistance du centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) Ouest.

9.2. En Vendée

Des arrêtés préfectoraux relatifs au classement acoustique des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit sont établis en Vendée.

La carte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres de la Vendée annexée aux arrêtés préfectoraux n°01 DDE 20020 à 01 DDE 229 du 19 mars 2000¹ fournit des informations sur les catégories des voies pour le classement du bruit et qui permet d'identifier les infrastructures routières particulièrement concernées par cet enjeu.



Extrait de la carte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres de la Vendée par arrêtés préfectoraux n°01 DDE 220 à 01 DDE 229 du 19 mars 2001 (vendee.gouv.fr)

La Commune de Sainte-Cécile n'est pas concernée par un Plan de prévention du bruit dans l'environnement.

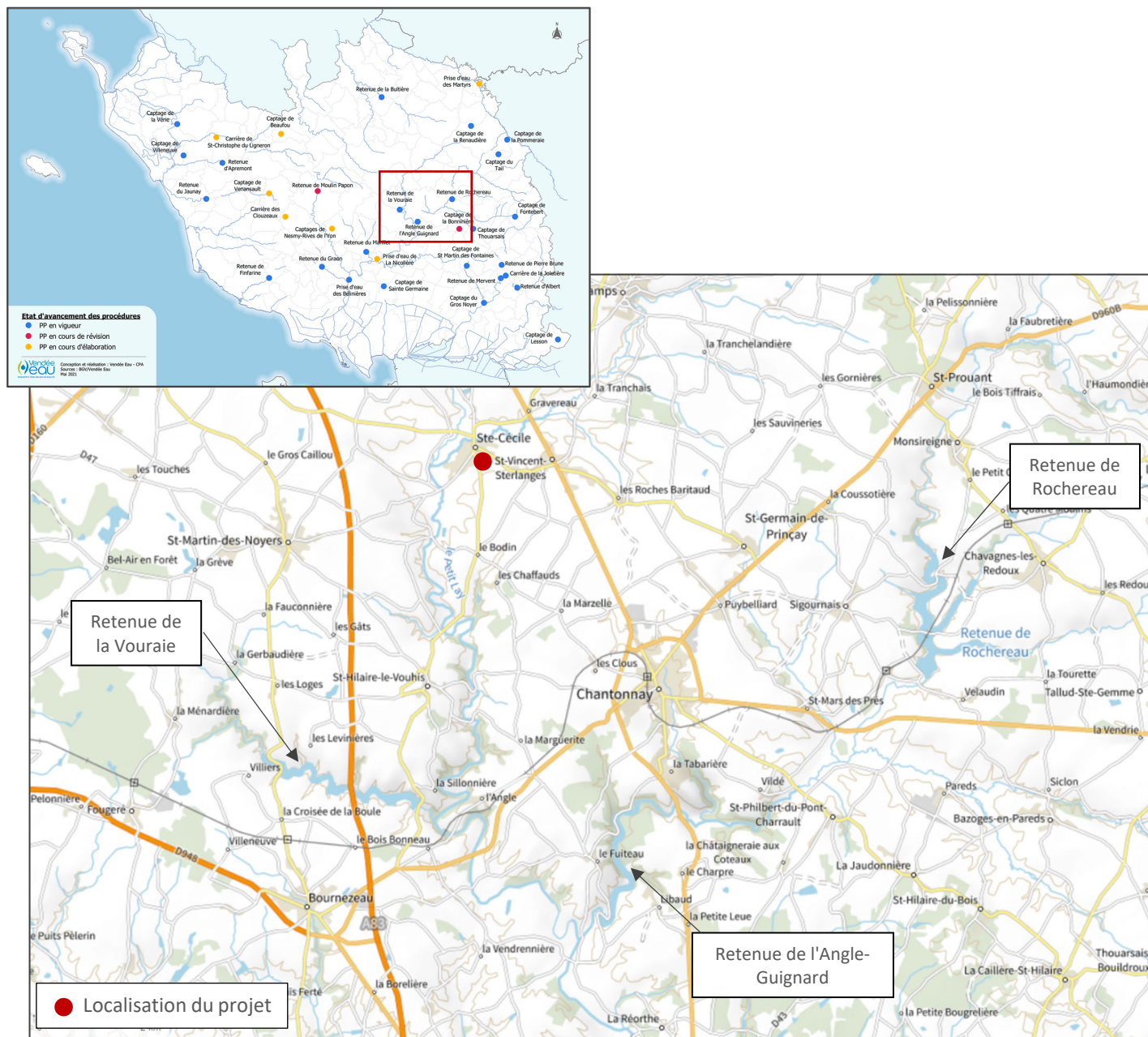
10. CAPTAGE D'EAU POTABLE

La retenue d'eau du barrage de la Vouraie construit en 1998 s'étend sur 75 ha ; l'eau captée au barrage est traitée à l'usine de l'Angle Guignard distante de 3 km (retenue de l'Angle-



Guignard). La retenue de la Vouraie est localisée à environ 9 km au Sud du projet sur les Communes de Bournezeau et Saint-Hilaire-le-Vouhis.

Plus éloignée, la retenue du barrage de Rochereau (Communes de Sigournais, Bazoges-en-Pareds, Tallud-Sainte-Gemme, Chavagnes-les-Redoux, Monsireigne, Saint-Prouant) est trop distante du projet.



Localisation des retenues d'eau pour l'alimentation en eau potable

Le projet ne se situe donc dans aucun des périmètres de protection désignés pour ces 3 retenues d'eau pour l'alimentation en eau potable.

11. ZONES DE REPARTITION DES EAUX (ZRE)

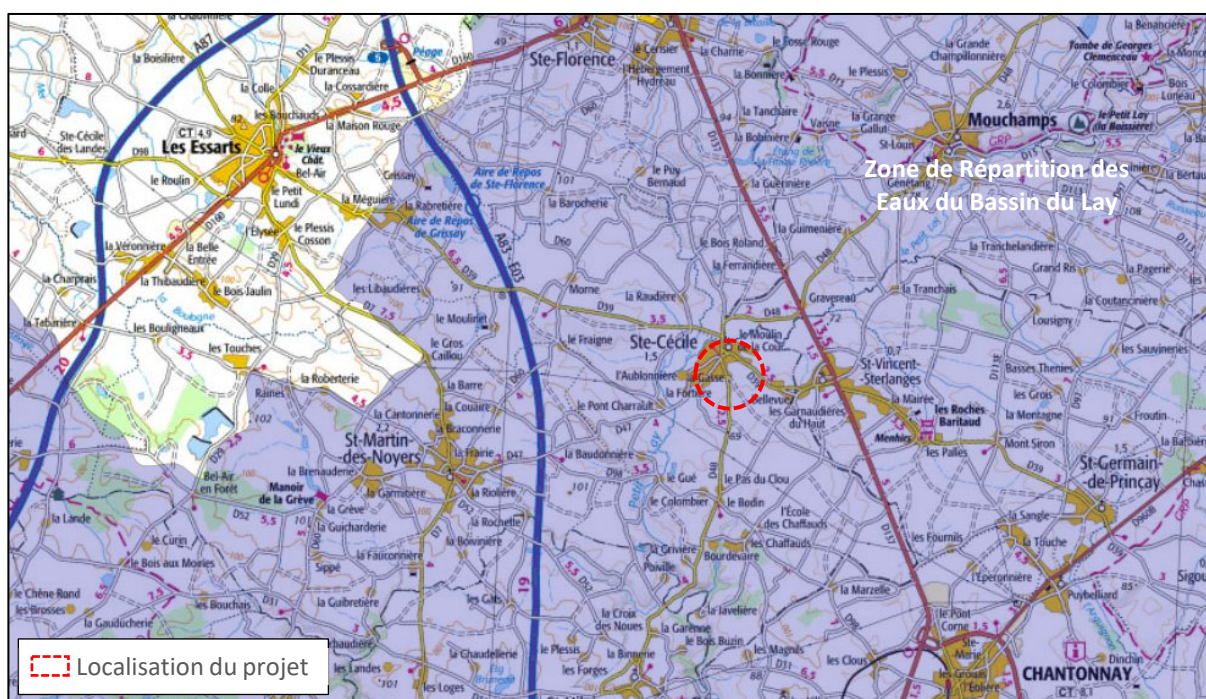
"Une "zone de répartition des eaux" est caractérisée par une insuffisance quantitative chronique des ressources en eau par rapport aux besoins. L'inscription d'une ressource (bassin



hydrographique ou système aquifère) en ZRE constitue **le moyen pour l'État d'assurer une gestion plus fine des demandes de prélèvements dans cette ressource**, grâce à un abaissement des seuils de déclaration et d'autorisation de prélèvements.

Elle constitue un **signal fort de reconnaissance d'un déséquilibre durablement instauré entre la ressource et les besoins en eau**. Elle suppose en préalable à la délivrance de nouvelles autorisations, l'engagement d'une démarche d'évaluation précise du déficit constaté, de sa répartition spatiale et si nécessaire de sa réduction en concertation avec les différents usagers, dans un souci d'équité et un objectif de restauration d'un équilibre." (pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr)

Selon la cartographie des zones des répartition des eaux en Pays de la Loire, une ZRE est identifiée sur Noirmoutier, et une ZRE recouvre tout un territoire présent sur le versant du Lay. Le projet est situé dans le périmètre de cette dernière, mais compte tenu de sa nature, il n'y a pas de restriction particulière pour les acquéreurs.

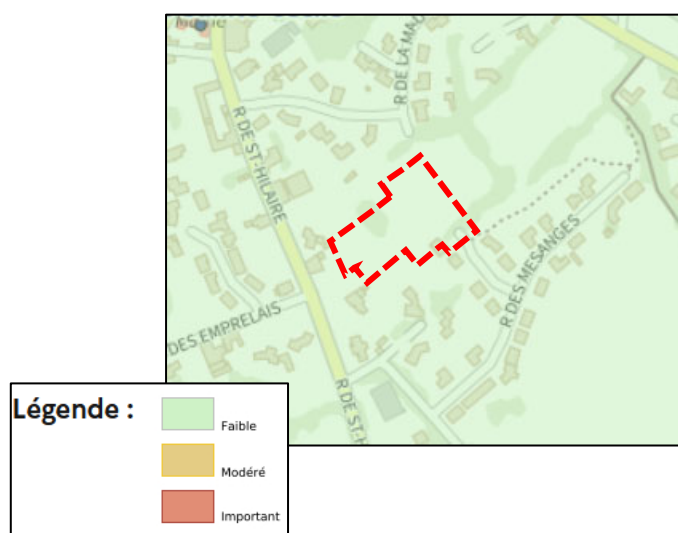


*Zone de répartition des eaux du bassin versant du Lay (en bleu)
(carmen.developpement-durable.gouv.fr)*

12. RISQUES MAJEURS

Le risque majeur est la possibilité qu'un événement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionne des dommages importants et dépasse les capacités de réaction de la société.





U l t x h # P Y w r u r o r j l t x h

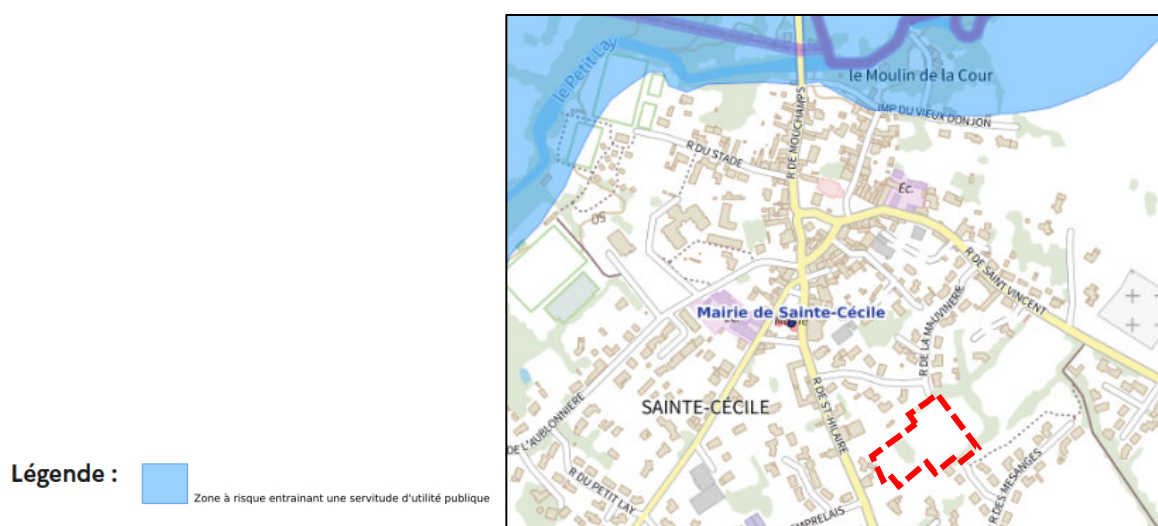
Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique, ou dépression, le long de laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes (température, teneur en eau).

De cette confrontation naissent notamment des vents pouvant être très violents. On parle de tempête lorsque les vents dépassent 89 km/h (soit 48 nœuds, degré 10 de l'échelle de Beaufort).

Le projet est autant concerné par ce risque que n'importe quel aménagement sur le secteur.

U l t x h # P l r g g d w l r q

La Commune de Sainte-Cécile est concernée par le risque "Inondation".



La Commune de Sainte-Cécile est concernée par le risque inondation de la rivière du Petit Lay, et est concernée par un Plan de Prévention des risques inondation (PPRI du Lay Amont). Le projet est situé en dehors des zones d'aléas identifiées par le PPRI.



Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

Une exposition régulière, pendant de nombreuses années, à des concentrations excessives de radon accroît le risque de développer un cancer du poumon (le Radon est classé dans le groupe 1 de la classification du Centre International de Recherche sur le Cancer-CIRC). Il est admis que cet accroissement est proportionnel à la concentration de radon dans l'air inhalé et au cumul des expositions.

Le risque "Radon" est important sur le territoire communal.



12.1.2. Risques technologiques et industriels

Le projet peut être concerné par le risque "Transport de Matières Dangereuses". Cependant, il n'est pas situé proche d'une zone traversée par une canalisation de gaz naturel. Aucune ICPE n'est située à proximité du projet.

12.1.3. Sites industriels et pollués

"Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement."





Le site lui-même ne comportait pas d'activité à risque pour l'environnement, à risque de pollution.

Aucune activité industrielle n'est recensée dans le secteur ; un ancien site industriel ou activité de service est situé à moins de 500 m.

13. PROTECTION DES MONUMENTS ET DU PAYSAGE

13.1. Sites classés et sites inscrits (paysage)

Le **site classé** est une protection forte qui correspond à la volonté du strict maintien en l'état du site désigné, ce qui n'exclut ni la gestion ni la valorisation. Le classement est prononcé par arrêté du ministre de l'Environnement ou décret en Conseil d'Etat. Il a pour conséquence que tout propriétaire ou occupant est tenu à la délivrance d'une autorisation pour toute modification de l'aspect d'un site (travaux d'urbanisme, remembrement, abattage d'arbres,...). La décision de délivrance appartient au Préfet pour les "petits travaux" (art. R421-1, art. R422-1 et 2 du Code de l'Urbanisme) ou au ministre de l'Environnement dans les autres cas (permis de construire,...) après avis de la Commission Départementale des Sites.

Le **site inscrit** constitue une garantie minimale de protection en soumettant tout changement d'aspect du site à déclaration préalable. L'inscription est prononcée par arrêté du ministre de l'Environnement. Elle a pour conséquence que tout propriétaire ou occupant doit informer l'administration quatre mois à l'avance de leur intention de procéder à des travaux autres que ceux qui correspondent à l'exploitation courante des fonds ruraux et à l'entretien normal des constructions.

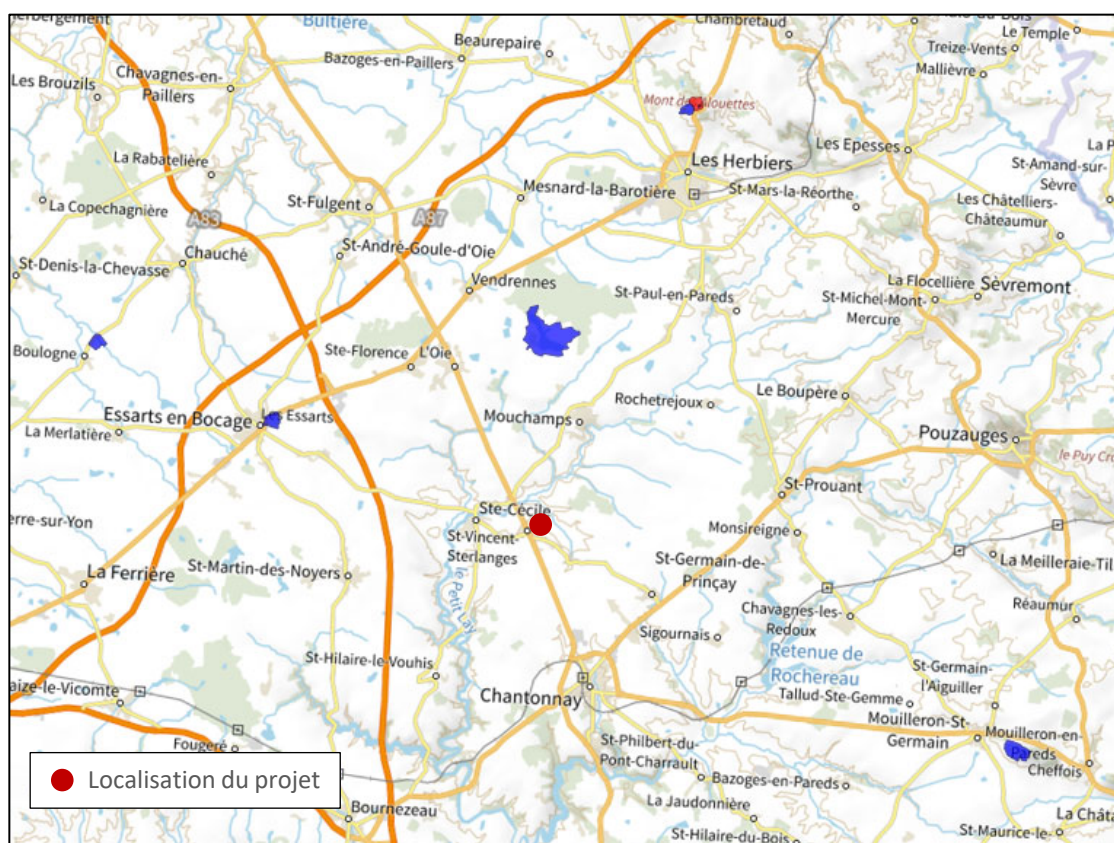


La Commune de Sainte-Cécile ne comporte ni Site inscrit ni Site Classé sur son territoire.

Les sites les plus proches du projet sont :

- **Site inscrit** : "Le Château des Essarts et son Parc" (85 SI 18), localisé à environ 8 km au Nord-Ouest
- **Site inscrit** : "Le Château de Soubise et son Parc" (85 SI 26), localisé à environ 7 km au Nord-Est
- **Site inscrit** : "Le Château de la Brasière et son Parc" (85 SI 24), localisé à environ 16 km au Nord-Ouest
- **Site inscrit** : "Le Mont des Alouettes" (85 SI 06 b), localisé à environ 18 km au Nord-Est
- **Site inscrit** : "Les abords du Moulin et de la Chapelle votive de Mouilleron en Pareds" (85 SI 17 b), localisé à environ 22 km au Sud-Est
- **Site classé** : "Le Mont des Alouettes" (85 SC 06 a), localisé à environ 18,5 km au Nord-Est

Le projet n'est pas situé au sein ou à proximité d'un site classé ou inscrit, il n'est pas donc pas concerné par les conséquences de ces protections.



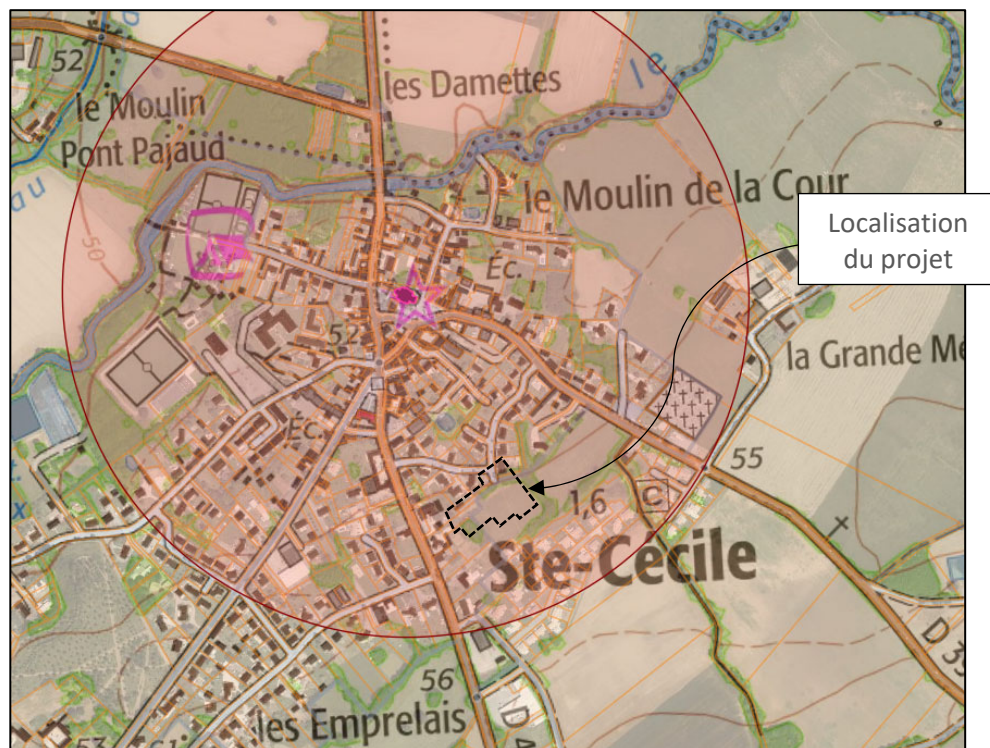
Carte des sites inscrits et classés aux alentours du projet (sigloire.fr)



13.2. Monuments historiques

Le territoire national contient nombre de monuments historiques, recensés pour la plupart dans la base de données Mérimée (DREAL Pays de la Loire).

Riche d'environ 160 000 notices, la base **Mérimée** recense le **patrimoine monumental français** dans toute sa diversité : architecture religieuse, domestique, agricole, scolaire, militaire et industrielle. Elle est mise à jour périodiquement.



*Localisation des Monuments Historiques sur la Commune
(atlas.patrimoines.culture.fr)*

Le territoire de Sainte-Cécile comporte un monument inscrit, il s'agit de l'Église paroissiale. Le projet est situé dans le périmètre de protection au titre des abords des monuments historiques.



14. PROGRAMMES D'AMENAGEMENT DANS LE SECTEUR

Sur le secteur de Sainte-Cécile, la DREAL a donné ses avis :

- En urbanisme :
 - Le lotissement "Les Mésanges" – Permis d'aménager accordé en juin 2015
 - Le lotissement "Les Mésanges Extension" – Permis d'aménager accordé en octobre 2023
 - Le lotissement "Actipôle de Bel Air" – Permis d'aménager accordé en mars 2019
- pour les projets soumis à demande d'examen au cas-par-cas :
 - en 2024, Premier boisement de terres – SAS Les Moissons 2
 - en 2024, Installation d'un projet agrivoltaïque – Ténergie Développement
 - en 2022, Rénovation de la salle des fêtes Famisol – Commune de Sainte-Cécile
 - en 2021, Création d'un plan d'eau pour l'irrigation de cultures – M. BONNAUDET
 - en 2020, Création d'une réserve d'irrigation d'environ 100 000 m³ – EARL Bétard
- pour les projets soumis à étude d'impact : aucun.

Également, sur le territoire communal, il a été déclaré les projets suivants au titre de la Loi sur l'eau :

- Aménagement du lotissement "Les Mésanges" - régime Déclaratif – août 2014
- Aménagement du lotissement "Les Mésanges Extension" - régime Déclaratif – 2023

Le projet d'aménagement s'installe en extension du lotissement "Les Mésanges" dont le permis d'aménager a été accordé en juin 2015, et en octobre 2023 pour "Les Mésanges Extension". Il n'existe aucun lien d'urbanisation et de réseaux entre le projet et ce dernier qui est desservi uniquement par la rue de Sainte-Vincent.